

Niger : situation sécuritaire et risques de persécution des enseignant·e·s

Berne, le 27 janvier 2026

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Courriel : info@osar.ch
Site web : www.osar.ch
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2026 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Situation sécuritaire générale au Niger	4
2.1	Les différents acteurs du conflit	4
2.2	Evolution du conflit en 2025	5
2.3	Situation sécuritaire à Fillingué/Tilabéri	6
2.4	Situation sécuritaire à Niamey	7
3	Menaces contre les civil·e·s	8
3.1	Attaques contre les écoles et les enseignant·e·s	8
4	Protection de l'État	9
5	Sources	12

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'*Organisation suisse d'aide aux réfugiés* (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la situation sécuritaire générale actuelle au Niger ?
2. Quelle est la situation spécifique à Filingué, dans la région de Tillabéri, et à Niamey ?
3. La région de Filingué/Tillabéri est-elle actuellement considérée comme sûre ou particulièrement à risque ? Qu'en est-il de la région de Niamey ?
4. Quel est le niveau de présence des forces de sécurité nigériennes dans ces zones (Filingué/Tillabéri et Niamey) ?
5. Existe-t-il aujourd'hui des régions considérées comme sûres au Niger ?
6. Les écoles, enseignant·e·s et directeurs·trices (ou tout employé·e de la fonction publique, en particulier dans le secteur éducatif) sont-ils ou elles ciblées par les groupes armés ? Y a-t-il des cas récents de menaces, assassinats, enlèvements ou attaques spécifiquement dirigés contre des enseignant·e·s ou directeurs·trices d'établissement ?
7. Est-il documenté que les groupes armés associent les enseignant·e·s à des informateurs·trices potentiel·le·s ?
8. Les autorités nigériennes assurent-elles une protection suffisante et efficace aux civil·e·s déplacé·e·s internes, en particulier aux enseignant·e·s ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements au Niger depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Situation sécuritaire générale au Niger

2.1 Les différents acteurs du conflit

Le conflit oppose principalement les forces de défense et de sécurité de l'État à la Province du Sahel de l'État islamique (ISSP) et au groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), qui contrôlent de vastes territoires à Tillabéri et ciblent les civil·e·s et les écoles. Selon l'*Armed Conflict Location & Event Data* (ACLED), le conflit au Niger oppose principalement les forces de défense et de sécurité de l'État à deux groupes djihadistes : l'ISSP, responsable du plus grand nombre de décès en 2025, et le groupe JNIM, affilié à Al-

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

Qaïda (ACLED, 13 janvier 2026). D'après le *département de recherche d'information sur les pays d'origine du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides* de la Belgique (CGRS-CEDOCA), l'ISSP contrôle un vaste territoire englobant principalement Tillabéri et une partie de Tahoua, et est principalement responsable de la violence contre les personnes civiles (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025). Différentes sources, dont le *Center for civilians in conflict* (CIVIC), s'accordent à dire que le JNIM, coalition créée en 2017, domine le sud-ouest de Tillabéri où il impose ses règles à la population et a mené sa première attaque à Niamey en octobre 2024, démontrant sa capacité à atteindre la capitale (CIVIC, décembre 2023 ; CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025 ; ACLED, 12 décembre 2024). *Amnesty International* (AI) indique que les deux groupes s'opposent à l'éducation « occidentale », brûlent des écoles, menacent les enseignant·e·s et recrutent des enfants (AI, 12 septembre 2021). Pour ACLED, les deux groupes mènent des stratégies de guerre économique (ACLED, 11 décembre 2024).

Les Forces de défense et de sécurité du Niger (FDS) contrôlent les villes, mais sont peu présentes dans les zones rurales. Soutien de la Russie après l'expulsion par la junte des forces américaines et françaises. Implication également de groupes d'autodéfense. Pour CIVIC, face à ces groupes djihadistes, les FDS demeurent affaiblies avec environ 15 000 à 20 000 militaires en 2017, contrôlant les villes mais ayant peu de présence dans les zones rurales (CIVIC, décembre 2023). CIVIC rapporte que les FDS ont commis des violations graves incluant l'exécution sommaire d'au moins 71 civil·e·s en 2020 (CIVIC, décembre 2023). Selon l'*Africa Defense Forum* (ADF) et le CGRS-CEDOCA, après le coup d'État de juillet 2023, la junte a expulsé les forces françaises et américaines qui soutenaient la lutte antiterroriste, créant un vide sécuritaire, et s'est tournée vers la Russie (Africa Corps) tout en renforçant la coopération régionale avec le Mali et le Burkina Faso au sein de l'Alliance des États du Sahel (ADF, 8 janvier 2025 ; CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025). CIVIC signale que des groupes d'autodéfense comme celui de Banibangou, formés en 2020 pour protéger les communautés, commettent eux-mêmes des abus contre les personnes civiles, particulièrement contre la communauté peule, aggravant les tensions ethniques (CIVIC, décembre 2023).

2.2 Evolution du conflit en 2025

Depuis le coup d'État de juillet 2023, les massacres de civil·e·s ont plus que doublé et les militants atteignent désormais Niamey, bien qu'une diminution des incidents soit observée en 2024-2025. Selon *Africa Defense Forum* (ADF), depuis le coup d'État militaire de juillet 2023, la situation s'est aggravée. Les extrémistes affiliés à l'État islamique ont massacré environ 1 600 civil·e·s depuis le coup d'État, comparé à 770 auparavant (ADF, 8 janvier 2025). Selon ACLED, en 2025, les groupes djihadistes JNIM et ISSP ont consolidé leur influence à travers une grande partie du Niger (ACLED, 13 janvier 2026). Selon le Cluster Protection des Nations-Unies, cité par le *Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires* (OCHA), en 2025, la violence contre les personnes civiles a surtout touché les régions de Tillabéri, Diffa, Maradi et Tahoua, avec 1 175 incidents de protection, faisant 2 423 victimes entre janvier et juin 2025 (OCHA, 8 décembre 2025). Pour la période du 1er septembre 2024 au 30 mai 2025, ACLED, cité par le CGRS-CEDOCA, a enregistré 269 incidents au Niger avec 977 décès, ce qui représente une diminution notable par rapport à la même période de l'année précédente où l'on comptait 333 incidents avec 1 246 décès (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025).

Le décret de « mobilisation générale » du 26 décembre 2024 accorde des pouvoirs étendus aux autorités au détriment des droits humains. Du point de vue des droits humains, *Human Rights Watch* (HRW) rapporte que la junte militaire nigérienne a adopté le 26 décembre 2024 un décret de « mobilisation générale » qui accorde aux autorités des pouvoirs étendus pour faire face aux menaces sécuritaires, mais au détriment des droits humains. HRW souligne que ce décret risque de devenir un instrument de répression dans un pays où l'espace civique s'est régulièrement rétréci depuis le coup d'État militaire de juillet 2023 (HRW, 9 janvier 2026).

Au 30 septembre 2025, le Niger comptait 938 000 personnes déplacées. Selon OCHA, le Niger continue de faire face à une crise humanitaire complexe caractérisée par une insécurité persistante, des chocs climatiques récurrents et des défis socio-économiques exacerbés par des restrictions d'accès humanitaire. Au 30 septembre 2025, le Niger comptait 938 000 personnes déplacées, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à 2024, les régions les plus touchées étant Tillabéri, Diffa et Tahoua (OCHA, 8 décembre 2025).

2.3 Situation sécuritaire à Filingué/Tilabéri

Les autorités contrôlent les villes tandis que les djihadistes dominent les zones rurales, mais à Tillabéri, les villes connaissent également de la violence. Pour le CGRS-CEDOCA, en termes de présence des forces de sécurité, les autorités maintiennent le contrôle des villes mais ont peu de présence en dehors de celles-ci. Dans les zones rurales, les djihadistes ont consolidé leur présence par la pression idéologique et l'extorsion économique. L'insurrection islamiste au Niger est essentiellement un soulèvement rural, avec des groupes tels que JNIM et ISSP exerçant un contrôle dans les zones rurales, tandis que l'État conserve le contrôle des villes. Cependant, les sources consultées par le CGRS-CEDOCA indiquent une nouvelle dynamique à Tillabéri, où les villes connaissent également de la violence, ce qui suggère que même les centres urbains de cette région ne sont plus entièrement à l'abri (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025).

Tillabéri est la région la plus meurtrière du Sahel central en 2025 avec plus de 1 200 décès causés principalement par l'ISSP. Selon ACLED, en 2025, Tillabéri est devenue la région la plus meurtrière de tout le Sahel central, avec plus de 1 200 décès enregistrés, dépassant toutes les autres régions du Mali et du Burkina Faso voisins. La violence dans Tillabéri était géographiquement répandue à travers de nombreux départements de la région, illustrant son importance croissante pour l'activisme djihadiste et la compétition entre groupes armés. Tillabéri a aussi enregistré le plus haut niveau de ciblage de civil·e·s parmi toutes les régions des trois pays du Sahel central au cours de l'année écoulée. La violence était principalement causée par l'ISSP, qui est tenue responsable du plus grand nombre de décès, suivie par les opérations de l'armée nigérienne, puis par son rival djihadiste JNIM (ACLED, 13 janvier 2026). ACLED, cité par le CGRS-CEDOCA, indique que les départements de Téra et Torodi, suivis de Gotheye connaissent un niveau élevé de violence. En revanche, dans les départements de Kollo, Filingué et Ouallem, au nord et à l'est de la capitale Niamey, le nombre d'incidents violents est beaucoup plus faible (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025). Cependant, le *Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* (HCR), cité par le CGRS-CEDOCA, a noté à la mi-2024 que les groupes djihadistes (ISSP et JNIM) s'installent de plus en plus dans de nouvelles zones du sud de Tillabéri. En novembre 2024, l'*Institute for the Study of War* (ISW), cité par le CGRS-CEDOCA, a désigné Ouallem, Filingué et Kollo comme

zones de soutien de l'ISSP, en plus d'autres départements du centre et du nord de Tillabéri, à savoir Bankilaré, Ayorou, Banibangou, Abala et Téra (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025).

A Tillabéri, les incidents ont augmenté en 2025 avec notamment 59 assassinats supplémentaires. Mai 2025 a été le mois le plus meurtrier avec 113 décès de civil·e·s, dont plus de 70 dans la seule commune de Kokorou. Selon le *Global Protection Cluster* (GPC), entre janvier et novembre 2025, la région de Tillabéri a enregistré une hausse de certains types d'incidents par rapport à 2024. Les augmentations les plus marquées concernent les assassinats (164 en 2025 contre 105 en 2024), les enlèvements (71 contre 50), les engins explosifs (24 contre 16), et les agressions physiques (83 contre 77) (GPC, 17 décembre 2025). Selon OCHA, le mois de mai 2025 a été le mois le plus meurtrier pour les civil·e·s dans le sud-ouest de la région de Tillabéri, avec 113 décès de civil·e·s enregistrés au 26 mai, soit plus du triple du nombre enregistré en avril. La région a connu 65 incidents sécuritaires, dont 15 attaques par engins explosifs improvisés et six détournements de véhicules. La commune de Kokorou, dans le département de Téra, est la plus touchée, représentant plus de 70 décès (OCHA, 3 juin 2025).

Tillabéri est une zone d'opérations militaires avec un accès humanitaire restreint. Selon OCHA, les restrictions d'accès humanitaire constituent un défi majeur dans la région. Compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut, les autorités régionales considèrent l'ensemble de la région de Tillabéri comme zone d'opérations militaires à l'intérieur de laquelle et/ou vers laquelle les organisations humanitaires ne peuvent effectuer des mouvements qu'avec l'accord formel des autorités administratives et sous escortes armées. L'utilisation d'engins explosifs improvisés par les groupes armés s'ajoute aux menaces sécuritaires qui imposent des restrictions aux mouvements des acteurs humanitaires dans certaines zones. Au premier trimestre 2025, 42 engins explosifs improvisés ont été identifiés sur l'axe Torodi-Makalondi et dans les secteurs de Tamou et Ouro Guéladjo (OCHA, avril 2025).

2.4 Situation sécuritaire à Niamey

Les attaques des groupes militants à Niamey en octobre 2024 démontrent que la portée des militants s'étend désormais aux centres urbains via les périphéries moins sécurisées. Selon ACLED, l'enlèvement d'un citoyen américain à Niamey le 21 octobre 2024 illustre la fragilité croissante du pays et démontre que la portée des militants s'étend désormais aux centres urbains autrefois considérés comme sûrs et moins affectés par l'activisme militant (ACLED, 11 décembre 2025). ACLED, cité par le CGRS-CEDOCA, a également rapporté qu'en octobre 2024, JNIM a mené sa première attaque enregistrée dans les limites administratives de la capitale Niamey (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025). Une attaque à la fin d'octobre 2024 sur un point de contrôle de sécurité dans le quartier Seno de Niamey, rapportée par ACLED, montre que JNIM est capable de mener des attaques en exploitant les vulnérabilités des capitales sahéliennes et qu'il a établi une présence opérationnelle stable dans les environs de Niamey et Bamako (ACLED, 12 décembre 2024). Selon ACLED, les opérations de l'ISSP à Niamey soulignent qu'aucun centre de population n'est hors de portée des militants (ACLED, 11 décembre 2025). Pour ACLED, les attaques sur Niamey démontrent une vulnérabilité croissante dans ces environnements urbains. Le chevauchement entre les zones urbaines et rurales crée des défis sécuritaires complexes car les groupes militants utilisent les périphéries urbaines moins sécurisées comme points d'accès (ACLED, 12 décembre 2024).

3 Menaces contre les civil·e·s

Ciblage des représentant·e·s de l'État et des autorités locales. Selon CIVIC, les *groupes armés non étatiques* (GOA) au Niger ciblent systématiquement certaines catégories de civil·e·s, notamment les représentant·e·s de l'État. Les GOA prennent pour cible les représentant·e·s locaux de l'État, les autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que les personnes qui sont accusées de collaborer avec les forces de défense et de sécurité ou qui les dénoncent. Des marabouts, des imams et des chefs de village ont été exécutés devant leurs communautés. Les personnes civiles qui s'opposent ou résistent aux règles dictées par les groupes sont également ciblées et victimes d'agressions physiques. Un chef de canton rencontré à Ouallam a expliqué à CIVIC que les éléments du groupe armé exigent la zakat (collecte illégale d'impôts) à une date donnée ou demandent aux habitant·e·s de quitter le village, et toute personne qui n'obéit pas sait qu'elle sera tuée ou agressée (CIVIC, décembre 2023).

Perception des enseignant·e·s comme collaborateurs·trices de l'État. Selon CIVIC, les GOA ciblent les représentant·e·s de l'État, et les enseignant·e·s, en tant qu'employé·e·s de la fonction publique, entrent dans cette catégorie (CIVIC, décembre 2023). De plus, la présence temporaire des forces de défense et de sécurité dans les villages et hameaux de Tillabéri et leurs interactions avec les personnes civiles exposent les villageois·e·s à des représailles de la part des GOA, qui ciblent les personnes civiles pour empêcher toute collaboration avec les militaires. Les groupes armés cherchent à réprimer toute forme de collaboration avec les forces de défense et de sécurité, particulièrement le fait de fournir des informations ou d'alerter les FDS de la présence des GOA. Un acte aussi simple que le passage des FDS dans un village a exposé les personnes civiles à des actions de représailles de la part des GOA (CIVIC, décembre 2023).

3.1 Attaques contre les écoles et les enseignant·e·s

Opposition idéologique à l'éducation occidentale. Menaces et intimidation des enseignant·e·s. Selon *Amnesty International* (AI), dans le cadre de leur opposition à l'éducation qu'ils considèrent comme « occidentale », les GOA ont brûlé des écoles et menacé des enseignant·e·s, entraînant la fermeture généralisée d'écoles. AI a documenté des attaques de groupes armés qui ont ciblé et brûlé des écoles dans au moins quatre départements de la région de Tillabéri. Dans les zones rurales, la plupart des structures scolaires sont faites de paille, ce qui les rend faciles à brûler. Selon AI, les enseignant·e·s ont été menacé·e·s pour leur travail. Un garçon de 15 ans de Mogodyougou a déclaré que les enseignant·e·s avaient quitté leur poste car ces personnes auraient été tuées si elles étaient restées. Les fermetures d'écoles ont laissé de nombreux enfants des zones touchées par le conflit sans accès à l'éducation pendant de longues périodes (AI, 12 septembre 2021). Selon CIVIC, les GOA détruisent les biens civils pour diverses raisons, notamment pour exprimer leur opposition radicale à l'enseignement occidental en détruisant des écoles. Les craintes suscitées par ces attaques, en particulier le fait que des salles de classe et des enseignant·e·s aient été pris pour cible, ont entraîné la fermeture d'autres écoles (CIVIC, décembre 2023). Les *Nouvelles d'Afrique* rapporte que les enseignant·e·s dénoncent un ciblage systématique par les groupes armés terroristes. Face à cette escalade, le Syndicat des contractuels et fonctionnaires de l'Éducation (Synaceb) interpelle les autorités nigériennes et exige des mesures de protection

immédiates pour les personnels éducatifs et les élèves, alors que le droit à l'éducation s'efface derrière la menace sécuritaire (*Les Nouvelles d'Afrique*, 21 décembre 2025).

Assassinats et enlèvements d'enseignant·e·s en 2025. Le 5 décembre 2025, le Syndicat des contractuels et fonctionnaires de l'Éducation (Synaceb), cité par *Radio France Internationale* (RFI), a dénoncé l'assassinat de deux directeurs d'école à Filingué, dans la région de Tillabéri, appelant les autorités à garantir la sécurité des enseignant·e·s et des élèves dans les zones exposées à l'insécurité. Toujours selon RFI, le 18 décembre 2025, un enseignant a été enlevé dans la commune de Makalondi, dans la région de Tillabéri. RFI indique que cette zone est soumise à de fortes pressions terroristes et que les enseignant·e·s disent se « sentir particulièrement ciblés ».

Enlèvements d'enseignant·e·s et meurtres de personnes civiles en 2024. Selon RFI, en janvier 2024, deux enseignants avaient déjà été enlevés à Makalondi. Détenus pendant plusieurs semaines, l'un d'eux avait finalement été exécuté (RFI, 21 décembre 2025). ADF rapporte d'autres ciblage de travailleurs·euses civil·e·s associé·e·s à des projets gouvernementaux ou de développement. En novembre 2024, l'armée a signalé qu'une douzaine de terroristes sur moto avaient tué trois ouvriers qui travaillaient pour une société construisant un barrage sur le Niger près de Kandadji (ADF, 8 janvier 2025).

Impact sur le système éducatif. Selon AI, en juin 2021, au moins 377 écoles dans la région de Tillabéri avaient fermé, privant plus de 31 000 enfants d'accès à l'éducation (AI, 12 septembre 2021). Selon l'UNICEF, en décembre 2023, 941 écoles restaient fermées, affectant directement 74 395 élèves et 1 771 enseignants. Pour l'UNICEF, il est particulièrement préoccupant de constater que 94 % des écoles fermées se trouvent dans la région de Tillabéri, soulignant l'urgence de répondre à la crise de l'éducation dans la région (UNICEF, 5 février 2024). Selon le ministère nigérien de l'Éducation nationale, cité par OCHA, à la fin de l'année 2025, 1 097 écoles étaient non fonctionnelles en raison de contraintes sécuritaires, affectant 93 676 élèves, dont 48 % sont des filles. La région de Tillabéri à elle seule comptait 1 032 écoles non fonctionnelles, affectant 89 514 élèves (OCHA, 8 décembre 2025).

4 Protection de l'État

Les autorités nigériennes ont échoué à protéger les personnes civiles, les FDS arrivant fréquemment longtemps après les attaques et ignorant les alertes, ce qui sape la confiance de la population et l'expose à des représailles. Selon AI, les autorités nigériennes ont échoué à protéger les personnes civiles. Les témoins d'attaques ont décrit comment, malgré leurs appels urgents, les FDS arrivaient fréquemment longtemps après que les tueries et les pillages aient pris fin. Les FDS se sont retirées de certaines zones frontalières après avoir subi des pertes face au GOA fin 2019, entraînant une absence d'autorités étatiques. Les témoins d'attaques ont affirmé que les FDS ne parvenaient souvent pas à répondre alors que les tueries et les pillages se déroulaient sur plusieurs heures. Un homme de 50 ans a déclaré à AI : « Nous avons été abandonnés » (AI, 12 septembre 2021). Plus récemment, HRW a souligné que les autorités nigériennes n'avaient pas réagi de manière adéquate aux alertes d'attaques, ignorant les demandes de protection des villageois·e·s. HRW accuse les autorités d'ignorer les appels à l'aide des villageois·e·s (HRW, 10 septembre 2025). Selon CIVIC, l'absence de réponse ou l'intervention tardive sapent la motivation de la population à

partager les alertes avec les FDS et en font des cibles des GOA. Les personnes civiles et les chefs traditionnels ont trouvé des moyens de transmettre indirectement l'information, par exemple en informant le chef du village ou les chefs locaux de la zone, qui informaient ensuite les FDS. CIVIC souligne que donner l'alerte dans ces zones où règne l'insécurité est un acte qui comporte d'énormes risques pour les personnes civiles. Parfois, les canaux de transmission de l'information ne sont pas toujours sûrs et exposent la personne civile qui donne l'alerte (CIVIC, décembre 2023).

Présence militaire insuffisante dans les zones affectées. Selon le CGRS-CEDOCA, les autorités maintiennent le contrôle des villes mais ont peu de présence en dehors de celles-ci. Dans les zones rurales, les djihadistes ont consolidé leur présence par la pression idéologique et l'extorsion économique. Cependant, les sources consultées par le CGRS-CEDOCA indiquent une nouvelle dynamique à Tillabéri, où les villes connaissent également de la violence (CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025). Selon CIVIC, des personnes civiles ont fait part de certaines zones à risque où, selon elles, des camps militaires devraient être créés, notamment les frontières avec le Burkina Faso et des zones telles que Boupou, Bangarey, Gabane et Diagorou dans le département de Téra. Takoumbate, dans le département de Ouallam, où coexistent des conflits communautaires, la milice Banibangou et les GOA, a également été citée. Des personnes civiles ont déclaré à CIVIC que l'armée ne patrouillait pas régulièrement dans les zones reculées et les villages où l'insécurité s'était aggravée et où des GOA étaient présents. Un enseignant de Téra a déclaré à CIVIC : « Nous avons besoin d'une présence militaire permanente pour nous protéger des djihadistes. » (CIVIC, décembre 2023).

Incapacité à protéger spécifiquement les enseignant·e·s. Selon RFI, lors de l'attaque sur Manda le 21 juin 2025, l'armée était déployée dans les environs du village lors de l'attaque, mais aucune mission de sauvetage n'a été conduite dans la zone. RFI explique que les militaires ne se rendent pas toujours sur les zones d'attaques pour éviter les embuscades des groupes djihadistes (RFI, 23 juin 2025). *Les Nouvelles d'Afrique* indique que face à la multiplication des incidents contre les enseignant·e·s, le Synaceb interpelle les autorités nigériennes et exige des mesures de protection immédiates pour les personnels éducatifs et les élèves (*Les Nouvelles d'Afrique*, 21 décembre 2025). Selon RFI, après l'assassinat de deux directeurs d'école à Filingué le 5 décembre 2025, le syndicat avait déjà appelé les autorités à garantir la sécurité des enseignant·e·s et des élèves dans les zones exposées à l'insécurité (RFI, 21 décembre 2025).

Protection insuffisante des personnes déplacées internes. Concernant spécifiquement la protection des personnes déplacées, CIVIC identifie plusieurs lacunes majeures. Selon les autorités nationales, les personnes déplacées et les ONG, des efforts supplémentaires doivent être engagés pour mieux gérer les personnes déplacées. Les actions nécessaires devraient inclure la sensibilisation par les autorités nationales des représentants locaux, des services techniques ministériels et locaux, et des partenaires pour assurer le respect effectif de la loi relative à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées internes. Les autorités nationales doivent également allouer des ressources pour la mise en œuvre de cette loi au niveau local, ce qui permettrait d'améliorer la protection que les autorités locales offrent aux personnes déplacées. Les acteurs humanitaires et certains membres des FDS ont indiqué à CIVIC que la région compte de nombreux sites de personnes déplacées internes et que le fait que ces sites soient éparpillés entrave leur assistance et leur sécurité (CIVIC, décembre 2023).

Les mesures d'état d'urgence ont aggravé la situation en ralentissant l'économie et sapant la collaboration FDS-population, avec une méfiance mutuelle due aux arrestations arbitraires, particulièrement envers les Peuls. Selon CIVIC, certaines mesures étatiques pour endiguer l'insécurité ont aggravé les menaces en matière de protection. L'état d'urgence décrété en mars 2017 dans cinq départements de Tillabéri, renouvelé depuis, a été suivi par des restrictions de mobilité incluant l'interdiction des véhicules à deux roues et la fermeture de marchés hebdomadaires. Une évaluation d'OCHA, datant de 2020, a révélé que ces mesures ont ralenti l'activité économique, causé la perte de moyens de subsistance et rendu l'accès aux hôpitaux difficile. Des personnes civiles ont expliqué à CIVIC être victimes à la fois des GOA, des FDS et des mesures autoritaires, estimant que des alternatives devraient être proposées. Pour CIVIC, ces décisions, prises sans consulter les acteurs de terrain, entravent la collaboration entre FDS et population, essentielle pour une réponse efficace (CIVIC, décembre 2023). Par ailleurs, toujours selon CIVIC, les relations entre personnes civiles et FDS sont caractérisées par une méfiance mutuelle. Les personnes civiles rapportent des relations tendues en raison d'arrestations arbitraires, d'abus commis par certains membres des FDS et de la perception d'une armée plus soucieuse du respect des règles que de la compréhension du contexte sécuritaire. Les personnes civiles de la communauté peule affichent les opinions les plus négatives, se sentant davantage visées par les FDS et accusées d'être complices des GOA (CIVIC, décembre 2023).

Violations commises par les forces de sécurité. Selon CIVIC, au cours d'opérations militaires et à Tillabéri, les FDS ont involontairement détruit des biens civils. Les personnes civiles ont aussi déploré que les FDS aient arrêté des complices présumé·e·s sans informer les familles des résultats de l'arrestation et de l'enquête. En 2020, la *Commission nationale des droits de l'homme* (CNDH) a enquêté sur un rapport concernant des personnes civiles disparues à Ayorou. La mission a révélé qu'au moins 71 personnes civiles non armées de la commune d'Inates, dans le département d'Ayorou, ont été sommairement exécutées entre le 27 avril et le 2 mai 2020 par les FDS du Niger (CIVIC, décembre 2023).

Efforts entrepris par les autorités nationales mais insuffisants. Des personnes civiles interviewées par CIVIC dans la région de Tillabéri ont déclaré que les autorités nationales entreprennent des efforts pour faire face à la détérioration de la situation sécuritaire. Ils ont surtout noté le sacrifice consenti par les FDS pour protéger les personnes civiles. Le gouvernement prévoit d'augmenter le nombre de militaires de 33 000 à 50 000 d'ici 2025 et à 100 000 d'ici 2030. La stratégie consiste à recruter des jeunes dans les zones touchées par les conflits, à les former et à les déployer dans leur localité d'origine, ce qui pourrait permettre de combler les lacunes en matière de ressources humaines sur le terrain. Cependant, selon CIVIC, une telle stratégie pourrait également exposer la famille des membres des FDS nouvellement recrutés qui vivent dans les zones touchées par le conflit à des risques de représailles. Plusieurs membres des FDS dans les zones touchées par le conflit ont confirmé qu'il était nécessaire de recruter davantage de militaires et de créer des camps militaires là où c'est nécessaire afin d'améliorer la protection des personnes civiles (CIVIC, décembre 2023).

5 Sources

ACLED, 13 janvier 2026:

« Niger: The Tillabéri region becomes the deadliest front in central Sahel

In 2025, Niger's Tillabéri became the deadliest region across central Sahel, with more than 1,200 fatalities recorded — surpassing all other regions in neighboring Mali and Burkina Faso. Violence in Tillabéri was geographically widespread across many of the region's departments, illustrating its growing significance for jihadist militancy and competition. Tillabéri also stood out in terms of civilian harm since it recorded the highest level of civilian targeting among all regions in the three central Sahel countries over the past year. This trend continued in December, when Tillabéri again recorded the highest number of fatalities from attacks on civilians, demonstrating the persistent exposure of civilian populations to violence. The violence was primarily driven by the Islamic State Sahel Province (ISSP), which accounted for the largest number of fatalities, followed by operations by the Nigerien military, and then its jihadist rival Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM).

Within Tillabéri, the Tera department, which borders Burkina Faso to the west, experienced the highest level of violence, driven by cross-border dynamics and militant mobility between Niger and eastern Burkina Faso. Militia formation is also ongoing in both Tera and Bankilare, contributing to instability and violent contestation in these areas. Tillabéri further connects several overlapping conflict theaters, including the Liptako-Gourma, the W-Arly-Pendjari Complex, and the regions of Menaka, Tahoua, and Dosso. As both ISSP and JNIM expand southward in the Benin, Niger, and Nigeria borderlands, Tillabéri will continue to hold a geographically strategic position, situated at the crossroads connecting violence in western Niger, eastern Burkina Faso, and northeastern Mali. Current conflict dynamics suggest that without significant changes in the region's security conditions, Tillabéri is likely to remain a flashpoint of violence in the coming year. » Source: Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), Africa Overview: January 2026, 13 janvier 2026: <https://acleddata.com/update/africa-overview-january-2026>

ACLED, 11 décembre 2025:

« In 2025, jihadist militant groups escalated their campaigns in the central Sahel, threatening the stability and security of military-led regimes in the region. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) and the Islamic State Sahel Province (ISSP) consolidated their influence across much of Mali, Burkina Faso, and Niger, while extending operations into the Benin, Niger, and Nigeria borderlands.

As a deliberate strategy employed by militant groups to disrupt economic functions and pressure states in the region, economic warfare became a defining feature. In Mali, JNIM imposed a sweeping fuel and transport embargo on the cities of Kayes and Niou du Sahel as part of coordinated offensives spanning Kayes, Sikasso, Koulikoro, Segou, and Mopti. The blockade disrupted trade and transport routes linking Bamako and the surrounding regions, resulting in fuel shortages and nationwide price hikes. It was part of a deliberate effort to paralyze the economy, undermine government authority, and destabilize the military regime. As a result of JNIM's operations and counter-offensives by the

military, violence in Kayes, Sikasso, and Segou surged to the highest monthly levels since ACLED began recording data in 1997.

Niger has not experienced the same scale of violence as its neighbors, but it is becoming increasingly vulnerable to militant activities. Militancy has spread well beyond traditional hotspots into the southern Dosso and northern Agadez regions. Similar to JNIM, ISSP has carried out its own form of economic warfare and intensified its attacks on the Benin-Niger oil pipeline in the Dosso and Tahoua regions along the border with Nigeria. The kidnapping of a United States citizen in Niamey on 21 October illustrates the country's growing fragility and further demonstrates that militant reach now extends into urban centers once considered secure and less affected by militancy.

Both JNIM and ISSP launched kidnapping campaigns targeting foreigners, which drove record-high instances of kidnapping in Mali and Niger (see graph below). JNIM primarily targeted foreign workers as part of its economic warfare strategy. It focused on industrial production facilities, mining sites, and transit routes. ISSP adopted a different approach by targeting both Western nationals and foreign laborers. Most abductions occurred in Niger. ACLED records additional incidents in the nearby border areas of Burkina Faso and Algeria. The ISSP-sponsored operations mark a shift toward taking high-value Western nationals hostage and outsourcing abductions to criminal networks. [...]

Spreading conflict into coastal West Africa will challenge regional cooperation in 2026

One of the key developments shaping the outlook for 2026 is the consolidation of a new frontline in the Benin, Niger, and Nigeria borderlands, which is now strategically important for both Sahelian and Nigerian militant groups.

Throughout 2025, JNIM and ISSP further entrenched their presence in this tri-border area, transforming it into a conflict hotspot with implications for both the Sahel and coastal West Africa (see map below). Northern Benin experienced its deadliest year on record as JNIM intensified cross-border operations from eastern Burkina Faso in April, culminating in the killing of over 50 soldiers in Park W. By midyear, the group had advanced further south into the Borgou department, along the border with Nigeria, marking a southward expansion of its operations beyond the northernmost regions of Atacora and Alibori. JNIM also claimed its first attack in Nigeria in late October.³

Meanwhile, ISSP reinforced its foothold in southwestern Niger, moving closer to the city of Gaya, on the border with Benin, and continued operations in Nigeria's Sokoto and Kebbi states. In the Niger-Nigeria border areas, the group attacked villages, security posts, and military patrols and sabotaged critical infrastructure. Both Sahelian groups have now established themselves in northwestern and western Nigeria. [...]

Across the central Sahel, state authority is steadily eroding, despite junta promises to restore security. JNIM and ISSP now contest sovereignty across vast rural territories, where they enforce their social order, tax the population, and condition access to livelihoods. Their influence is increasingly encroaching on major population centers once considered relatively insulated from militant activity. ISSP's incursions into Ayorou and Tillabéri, along with operations in Niamey, underscore that no population center is beyond militant reach. » Source: ACLED, Economic warfare escalates as militants expand

beyond the Sahel, 11 décembre 2025: <https://acleddata.com/report/economic-warfare-escalates-militants-expand-beyond-sahel>

ACLED, 12 décembre 2024:

« In 2024, the central Sahel countries of Burkina Faso, Mali, and Niger continued to experience persistent high levels of violence. These countries grapple with an entrenched jihadist insurgency that continues to expand through the activities of the al-Qaeda-affiliated Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) and the Islamic State Sahel Province (IS Sahel). In 2024, JNIM and IS Sahel launched a spate of high-impact or mass-casualty attacks that targeted state forces, militias, and civilians with increasing lethality. In particular, the increase in air and drone strikes, IED attacks, and rocket and mortar shellings underline a clear change in combat tactics. [...]

For its part, Niger also faces increasing security challenges from multiple militant groups, particularly IS Sahel. IS Sahel consolidated its presence along the Niger-Mali border, in the north of the Dosso region, and through the infiltration of Kebbi and Sokoto states in northwestern Nigeria. These maneuvers were carried out by local Nigerian IS Sahel recruits, locally referred to as 'Lakurawa' in the Hausa language, as Nigerian authorities acknowledged in early November 2024.⁵ The response to this acknowledgment came swiftly as Nigerien forces carried out airstrikes, killing 10 Lakurawa militants on 19 November near the border village of Manseyka, Tahoua region.⁶ Meanwhile, IS Sahel's jihadist rival, JNIM, has been active in the southwestern parts of Niger's Tillaberi region and has significantly expanded its operations in the southern part of Dosso, along the borders with Benin and Nigeria. In October, JNIM carried out its first recorded attack in the northern Agadez region in a clash with security forces near Assamakka. An attack at the end of October on a security checkpoint in Niamey's Seno quarter shows that JNIM is capable of carrying out attacks by exploiting the vulnerabilities of Sahelian capitals — and that it has established a stable operational presence in the surroundings of Niamey and Bamako.

What to watch for in 2025

As we move into 2025, the central Sahel continues to experience persistent high levels of violence, with instability spreading geographically and evolving in nature. Particularly in Burkina Faso and Mali, state forces have reacted to jihadist groups' escalating activity with retaliatory violence against civilians in an attempt to deter the civilian population from providing support to armed groups. Jihadist groups, for their part, are stepping up their community outreach and preaching efforts. By presenting themselves as protectors against state forces, Wagner mercenaries, and pro-government militias, JNIM and IS Sahel are consolidating their influence over the civilian population, which is increasingly trapped in areas under jihadist control.

The protracted conflict in the Sahel is increasingly affecting urban centers. This reflects broader regional dynamics in which rapid urbanization and the strategic targeting of these areas maximize the impact of militant attacks. Recent attacks on the capital cities of Bamako and Niamey demonstrate growing vulnerability in these urban environments.⁷ The overlap between urban and rural areas creates complex security challenges as militant groups use less secure urban outskirts as gateways. Furthermore, technological advances in the conflict, particularly the increasing use of drone warfare and remote

violence by non-state actors, pose an additional risk to human security and critical infrastructure.

Indeed, the use of drones by both state actors and non-state armed groups, including Wagner, JNIM, and CSP-DPA,⁸ represents a significant change to a conflict that had been characterized by traditional and rudimentary guerrilla warfare. The use of modified commercial drones for offensive operations is becoming more sophisticated and widespread as jihadist groups employ drone warfare not only for surveillance and reconnaissance but also for targeted strikes through drone-delivered explosives, including kamikaze drones. These drone warfare capabilities represent a major tactical advance; although they are emergent, they could be refined to extend operational reach. These capabilities enable precision strikes (in combination with other forms of remote violence), improved surveillance and monitoring, and more impactful media and propaganda operations.

Emerging alliances between Tuareg, Toubou, and other rebels across the borders of Mali and Niger, along with coalition-building between rebels within Niger, represent new variables in the conflict equation. Although these groups currently have limited influence compared to their jihadist counterparts, they could eventually preoccupy or overwhelm the military forces, which already face numerous serious threats.

*The ripple effects of this regional instability can be observed in the neighboring states of Benin and Togo, where the advance of JNIM operations presents a deliberate and strategic expansion rather than mere spillover. Similarly, **the border areas between Niger and Nigeria are becoming focal points of both JNIM and IS Sahel activity. These areas have served as retreats and safe havens for the two groups. Although both JNIM and IS Sahel are coercively influencing the local populations, JNIM is likely to continue its violent campaign to consolidate its influence in these border areas, especially in the south of Niger's Dosso region, where the group claimed its first operations in 2024.** Meanwhile, the exposure of IS Sahel's presence in northwestern Nigeria puts pressure on both Nigeria and Niger to take military action, which could also provoke a response from IS Sahel militants who, covertly and overtly, have been infiltrating the region largely unimpeded since at least 2018. The challenge for the region's governments will be to deal with these evolving threats in a way that prevents further destabilization and protects vulnerable populations from the violence that continues to spread across their territories. » Source: Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), Conflict intensifies and instability spreads beyond Burkina Faso, Mali, and Niger, 12 décembre 2024: <https://acleddata.com/report/conflict-intensifies-and-instability-spreads-beyond-burkina-faso-mali-and-niger>*

ADF, 8 janvier 2025:

« La junte du Niger a pris le pouvoir en juillet 2023 en promettant de restaurer la sécurité dans les zones du pays ravagées par la violence extrémiste. Plus de 18 mois après, la situation n'a fait qu'empirer.

En décembre, des attaques contre les soldats nigériens et les civils ont fait des dizaines de mort et ont rappelé encore une fois comment la junte dirigée par le général Abdourahamane Tiani affronte des défis plus graves que le gouvernement qu'elle avait renversé.

Selon le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data), les extrémistes affiliés à l'État islamique ont massacré environ 1.600 civils depuis le coup d'État, comparé à 770 auparavant.

Entre-temps, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, a augmenté ses activités dans la région de Tillabéri dans le Sud-Ouest du pays. La région a des frontières communes avec le Burkina Faso et le Mali, pays où les chefs de junte ont des difficultés similaires pour perturber les extrémistes après le renversement de leur propre gouvernement démocratiquement élu. Le GSIM a étendu ses opérations dans la région Sud de Dosso et présente une menace potentielle dans les zones frontalières du Bénin et du Nigeria.

Les groupes extrémistes se déplaçant à moto attaquent fréquemment les convois qui apportent de la nourriture et des biens commerciaux dans le pays sans littoral, depuis les ports du Togo. Les camionneurs attendent plusieurs semaines pour que les soldats nigériens escortent leur convoi vers la capitale de Niamey. Les terroristes utilisent des tactiques similaires contre les convois militaires, en permettant à leurs combattants d'attaquer et de s'échapper rapidement.

Les Nations unies ont qualifié les attaques récentes contre les soldats et les civils au Niger d'être conduites avec une « létalité extrême ». En particulier, la violence en hausse dans la région de Tillabéri place les soldats et les civils à la merci des terroristes. En novembre 2024, l'armée a signalé qu'une douzaine de terroristes sur moto avaient tué trois ouvriers qui travaillaient pour une société construisant un barrage sur le Niger près de Kandadji. Les tireurs se sont enfuis au Mali ; le gouvernement malien déclare que dix d'entre eux ont été tués dans une frappe aérienne.

En décembre, les extrémistes ont tué 21 personnes à Libiri, autre localité de Tillabéri. Ils ont pillé les biens des résidents et incendié leur foyer. Deux jours plus tard, les extrémistes ont tué 18 autres personnes dans la localité de Kokorou.

Hadjara Zibo et ses trois filles se sont enfuies de leur foyer de Libiri lorsque les hommes armés ont attaqué.

Mme Zibo déclare au Guardian : « S'ils nous avaient attrapées, ils auraient pu nous violer et nous tuer. » En 2021, des extrémistes avaient attaqué Libiri, tué l'époux de Mme Zibo et enlevé quelques femmes de la localité pour les utiliser comme esclaves sexuelles.

« Ils tuent les hommes devant leur femme, dit Mme Zibo. Les femmes affrontent l'horreur et l'humiliation ; sans aide de la part de la junte, nous sommes à la merci des djihadistes. »

En plus des morts civils, l'armée nigérienne perd aussi des soldats dans les attaques terroristes. Les terroristes ont tué au moins 90 soldats et 50 civils lors de deux attaques à Chatoumane dans la région de Tillabéri, selon des témoins et la BBC. Les témoins signalent que les attaquants se sont déguisés en civils et ont ouvert le feu sur les soldats en patrouille dans le marché hebdomadaire de la localité. Les soldats n'ont pas riposté à cause du risque de tuer ou de blesser les civils.

Les chefs de la junte ont affirmé que seulement dix personnes étaient mortes à Chatoumane. Ils ont dénoncé les reportages indiquant davantage de mort comme étant sans fondement et

dit qu'ils étaient conçus pour saper le moral de l'armée. La junte a expulsé la BBC du pays peu après et a interdit les diffusions du réseau en français et haoussa sur les ondes du Niger.

L'interdiction de la BBC fait écho à la décision par la junte de refuser un soutien militaire français et américain et de se tourner vers les mercenaires de l'Africa Corps de Russie, ex-groupe Wagner. Depuis qu'elle a invité les forces russes à entrer dans le pays, la junte agit de façon plus violente et moins transparente, selon les experts.

Rahmane Idrissa, scientifique politique originaire du Niger et professeur à l'université de Leyde aux Pays-Bas, déclare au New York Times que la junte a seulement une approche pour affronter les extrémistes : « Ils n'ont pas vraiment de stratégie, mis à part l'emploi de la force pure. » » Source: Africa Defense Forum (ADF), La junte du Niger est incapable de contrôler la hausse de la violence extrémiste, 8 janvier 2025: <https://adf-magazine.com/fr/2025/01/la-junte-du-niger-est-incapable-de-controler-la-hausse-de-la-violence-extrémiste/>

AI, 12 septembre 2021:

« Increasing numbers of children are being killed and targeted for recruitment by armed groups in conflicts raging at Niger's borders with Mali and Burkina Faso, Amnesty International said in a new report published today.

The 57-page report, 'I Have Nothing Left Except Myself': The Worsening Impact on Children of Conflict in the Tillabéri Region of Niger, documents the devastating impact on children of the conflict in Niger, involving armed groups Islamic State in the Greater Sahara (ISGS) and the al-Qaida-affiliated Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM).

Both ISGS and JNIM have committed war crimes and other abuses in the conflict, including the murder of civilians and targeting of schools. Many children are experiencing trauma after witnessing deadly attacks on their villages. In some areas, women and girls have been barred from activities outside the home, and risk abduction or forced marriage to fighters.

"In Niger's Tillabéri region, an entire generation is growing up surrounded by death and destruction. Armed groups have repeatedly attacked schools and food reserves, and are targeting children for recruitment," said Matt Wells, Amnesty International's Crisis Response Deputy Director – Thematic Issues.

"The Nigerien government and its international partners must urgently take action to monitor and prevent further abuses and protect the basic rights of all those affected by this deadly conflict – especially children."

The Nigerien authorities have failed to protect civilians. Witnesses to attacks described how, despite their urgent calls, Niger's Defense and Security Forces (FDS) frequently arrived long after killing and looting had ended.

Amnesty International considers the situation in Niger a non-international armed conflict, given the intensity of violence and level of organization of both ISGS and JNIM.

Targeted killing of civilians

The conflict in Tillabéri has escalated significantly since the start of this year. According to the Armed Conflict Location & Event Data Project, violence against civilians has led to 544 conflict-related deaths between 1 January and 29 July 2021 in Niger, already exceeding the 397 people killed in 2020.

Armed groups have killed more than 60 children in Niger's tri-border area in 2021. ISGS, which operates primarily on the border with Mali, appears responsible for most of the large-scale killing.

Amnesty spoke to 16 boys who had narrowly survived ISGS attacks on their villages. They described how masked attackers on motorbikes opened fire, particularly targeting men and older boys. One boy, aged around 13 or 14, said: "We all are used to hearing gunshots and to seeing [dead] people layered on top of [dead] people."

Another boy, who witnessed the murder of his 12-year-old friend Wahab in March 2021, said: "I think of Wahab and how he was killed. Sometimes I have nightmares of being chased by people on motorbikes or seeing Wahab pleading with the [attackers] again."

Fighters have fired into homes, killing or injuring civilians attempting to hide. One woman and her baby daughter suffered gunshot wounds while hiding at home during a likely ISGS attack.

The FDS withdrew from some border areas after suffering losses to ISGS and JNIM in late 2019, leading to an absence of state authorities. Witnesses to attacks said the FDS often failed to respond, as killing and looting unfolded over several hours.

A 50-year-old man, in words echoed by many others, told Amnesty International: "We have been abandoned."

Recruitment of children

The recruitment of children by JNIM has increased significantly this year in Torodi department, near the Burkina Faso border.

Witnesses said JNIM has targeted younger men and boys aged between 15 and 17, and possibly younger. JNIM members offer incentives such as food, money, and clothes to attract recruits.

Recruits reportedly receive weapons training for periods ranging from one week to three months. JNIM is also known to use children as spies, scouts, and lookouts, among other functions defined as participation in hostilities under international law.

Attacks on education and healthcare

As part of their opposition to education they consider 'Western', ISGS and JNIM have burned schools and threatened teachers, resulting in widespread school closures. As of June 2021, at least 377 schools in the Tillabéri region had closed, depriving more than 31,000 children of access to education.

Amnesty International documented armed group attacks which targeted and burned schools in at least four departments of Tillabéri region. In rural areas, most school structures are made from straw, making them easy to burn.

Teachers have also been threatened for their work. One 15-year-old boy from Mogodyougou said: "The teachers... left. They'd be killed [if they stayed]."

School closures have left many children from conflict-affected areas without access to education for extended periods. A 14-year-old boy said: "We didn't like that the school closed... After our school closed, we stayed at home. There wasn't anything for us."

Under international humanitarian law, attacks against schools are prohibited unless the school building is being used for military purposes. As such, attacks against schools or other buildings dedicated to education documented by Amnesty International constitute war crimes.

The conflict has significantly undermined children's access to healthcare, as armed groups have looted health facilities, and the Nigerien authorities have restricted civilians' movement and impeded aid access at times. Immunization rates have plummeted, and diseases such as measles are on the rise. [...]

Background

Conflict erupted in Mali in 2012, and has since spilled into neighbouring Burkina Faso and Niger. Armed groups have competed for control in the border areas, and frequently clashed with the Nigerien military, and forces from countries including Chad, Mali, Burkina Faso, and France.

An estimated 13.2 million people in the three countries will need humanitarian assistance this year, and around 1.9 million people have been internally displaced. » Source: Amnesty International (AI), Niger: Increasing number of children killed and recruited by armed groups in Sahel's tri-border area – new report, 12 septembre 2021: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/09/niger-increasing-number-of-children-killed-and-recruited-by-armed-groups-in-sahels-tri-border-area-new-report/>

CGRS-CEDOCA, 11 juillet 2025:

« On 26 July 2023, the presidential guard staged a coup in Niger. Since then, the junta has expelled French, German and American military personnel from the country. The new military leaders have turned to Russia and Turkey for military cooperation and assistance. At the regional level, Niger has withdrawn from existing multilateral security initiatives, while simultaneously strengthening cooperation with military juntas in neighbouring Burkina Faso and Mali by establishing the Alliance des Etats du Sahel (AES).

In 2025, Niger is facing a series of security challenges. In the Tillabéri region, there have been uprisings by the Islamic State Sahel Province (ISSP) along the border with Mali, and by the al-Qaedaaffiliated Jama'at Nusratul Islam wal Muslimin (JNIM) along the border with Burkina Faso. JNIM and ISSP are stepping up their activities in the border regions. This is particularly noticeable in the Dosso region and in the south of the Tahoua region, which is also affected by banditry. The south-eastern region of Diffa is affected

by the activities of two rival Boko Haram factions, Jamatu Ahli is-Sunnah lid-Dawatai wal-Jihad (JAS) and Islamic State West Africa Province (ISWAP). Organised gangs are active in Maradi, along the southern border with Nigeria.

During the reporting period of this report, from 1 September 2024 to 30 May 2025, the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) recorded 269 incidents in Niger with 977 fatalities. Compared to the same period a year earlier (333 incidents with 1,246 fatalities), there was a noticeable decrease in the number of incidents and fatalities.

Almost half of the violence recorded by ACLED involves battles/armed clashes (45 %), targeting fighting between two (or more) armed actors. ACLED attributes this increase to fighting over territory as jihadist groups seek to expand their power.

More than a third (37.5%) of the total number of recorded violent incidents targeted civilians (civilian targeting), resulting in 262 civilian deaths. ISSP is primarily responsible for this violence. The army and security services, engaged in fighting with armed groups, are unable to protect civilians. Selfdefence militias, usually organised along ethnic lines, are fuelling the recruitment of jihadists. Groups such as JNIM are exploiting grievances rooted in ethnic discrimination and state violence.

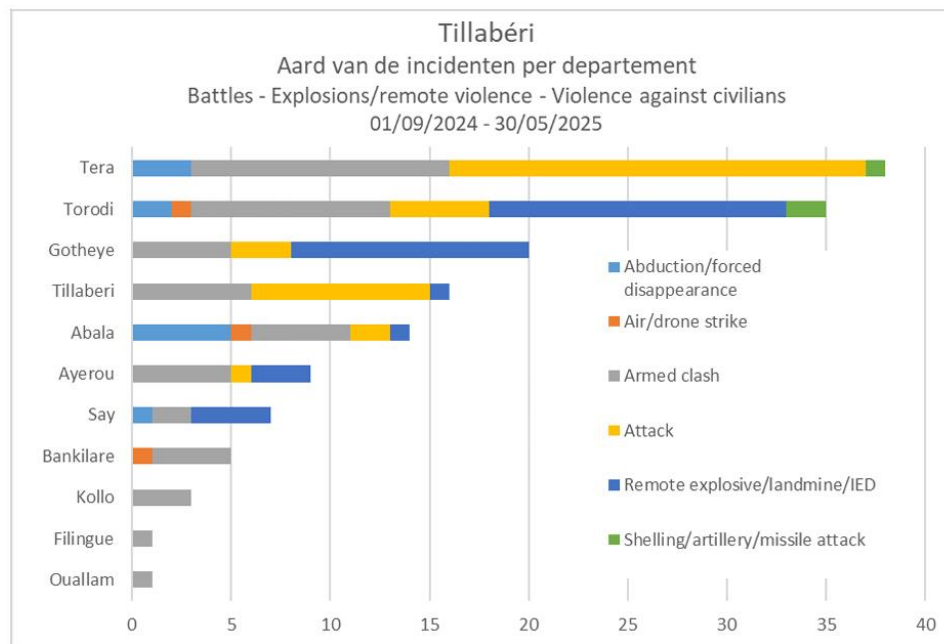
The regions most affected by violence are Tillabéri (Téra, Torodi, Gotheye, Tillabéri, Abala, Ayerou and Say), Dosso (Gaya and Dioundiou) and Diffa (Diffa, N'Guigmi and Bosso). The Islamist insurgency in Niger is essentially a rural uprising, with groups such as JNIM and ISSP exercising control in rural areas, while the state retains control of the cities. Sources do point to a new dynamic in Tillabéri, where cities are also experiencing violence.

In October 2024, JNIM carried out its first attack within the administrative boundaries of the capital Niamey. In October 2024, according to the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Niger counted 507,438 internally displaced persons (IDPs), an increase of 25 % compared to the previous year. The Tillabéri region hosts the largest number of IDPs (223,950).

The authorities maintain control over the cities but have little presence outside them. In rural areas, jihadists have consolidated their presence through ideological pressure and economic extortion. Education is suffering from the violence, with 779 schools closed. In addition, violence is the main cause of food insecurity, as people lose their livelihoods after being displaced and restrictions on movement limit access to food. The violence also hinders the delivery of humanitarian aid, although security measures taken by the government also pose obstacles. According to a United Nations (UN) estimate, 4.3 million of the approximately 26 million Nigeriens will need humanitarian aid in 2024.

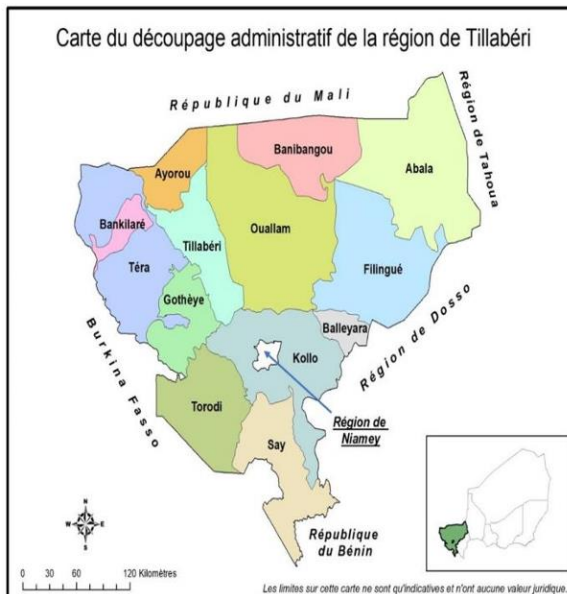
[...]

6.1. Tillabéri Voor de periode van 1 september 2024 tot 30 mei 2025 noteert ACLED 149 incidenten met 603 dodelijke slachtoffers in de regio Tillabéri. Onderstaande grafiek toont de aard van de incidenten per departement van Tillabéri. Baninbangou en Balleyara komen niet voor in Grafiek 6 omdat ACLED tijdens de onderzoeksperiode van deze COI Focus geen incidenten registreert in deze departementen.



Grafiek 6: Tillabéri: Aard van de incidenten per departement. Grafiek opgemaakt door Cedoca op basis van ACLED-data.¹⁴²

Hoewel de veiligheidssituatie in deze regio slecht blijft, is er een daling van het aantal incidenten en het aantal dodelijke slachtoffers in vergelijking met dezelfde periode vorig jaar waarvoor ACLED 198 incidenten en 956 dodelijke slachtoffers optekent. Vooral de departementen Téra en Torodi, gevolgd door Gotheye, alle drie grenzend aan Burkina Faso, zien veel geweld. In de departementen Kollo, Filingué en Ouallam, ten noorden en oosten van de hoofdstad Niamey, ligt het aantal geweldsincidenten veel lager. ACLED noteert respectievelijk drie, een en een gewapend€ treffen(s) in deze drie departementen tijdens de negen maand durende onderzoeksperiode. Nochtans merkt UNHCR Niger midden 2024 op dat jihadistische groepen (ISSP en JNIM) zich steeds meer vestigen in nieuwe gebieden in het zuiden van Tillabéri, en noemt de organisatie daarbij Kollo. In november 2024 duidt ISW zowel Ouallam, Filingué als Kollo aan als support zones van ISSP, naast andere departementen in het centrum en noorden van Tillabéri, namelijk Bankilare, Ayerou, Banibangou, Abala, Téra, Tillabéri.



Kaart 4 : carte du découpage administratif de la région de Tillabéri

JNIM is de dominante gewapende groepering in het zuidwesten en zuiden van de regio Tillabéri. Op de rechteroever van de rivier de Niger, het gebied dat loopt van Téra naar Gaya, tot aan de grenzen van Park W staat de groepering steeds sterker. JNIM legt er regels op aan de bevolking, en oefent controle en geweld uit opdat de bevolking de regels naleeft. In het gebied van Park W, een natuurpark op de grens van Niger, Benin en Burkina Faso, heeft JNIM een rechtbank opgericht en rechters geïnstalleerd. Het park fungeert als een uitvalsbasis vanwaaruit JNIM aanvallen beraamt en organiseert. De aanwezigheid van JNIM heeft een desastreus effect op de ecosystemen in het park, wat de geladen relatie tussen gemeenschappen verder aanscherpt.

De situatie is gespannen in het zuiden van Tillabéri. Hoewel het er minder zijn dan het voorgaande jaar, vinden er nog steeds aanvallen op het leger plaats. Een nieuwe dynamiek in de regio is dat ook steden worden geraakt. Zo zijn er aanvallen op de stad Makalondi in maart, april en mei 2025, vermoedelijk door JNIM. In april 2025 berichten bronnen dat militanten alle toegangswegen naar Torodi blokkeren. De directe omgeving van de stad Téra ziet geweld door zowel ISSP en JNIM tegen het leger en burgers.

ISSP controleert een groot gebied dat vooral Tillabéri maar ook een deel van de naburige regio Tahoua beslaat en zich uitstrekt tot in het departement Abala in het westen van Tillabéri. In dit deel van de regio voert ISSP aanvallen uit op het leger, zoals op 26 april 2025 in Sakoira, dicht bij de regionale hoofdstad Tillabéri.

ACLED registreert 52 incidenten van het type violence against civilians in Tillabéri tijdens de onderzoeksperiode, waarvan 41 attacks of aanvallen op burgers. Deze incidenten maken volgens de gegevens van ACLED 192 dodelijke slachtoffers. Enkele voorbeelden van aanvallen op burgers:

- Op 1 mei 2025 vallen gewapende militanten, vermoedelijk JNIM gezien de locatie, Makalondi (Torodi) binnen, waarbij ze de voorzitter van een school en een handelaar doden.

- Op 21 maart 2025 vallen ISSP-militanten het dorp Fambita (Téra) binnen. Ze omsingelen de moskee tijdens het vrijdaggebed en doden minstens 44 burgers. Na de aanval steken de militanten de markt en enkele huizen in brand.

- Op 5 december 2024 valt een gewapende groep, waarschijnlijk ISSP gezien de locatie, een bus aan in Arboudji (Téra) waarbij de groep 21 passagiers doodt.

ACLED noteert elf ontvoeringen/gedwongen verdwijningen tijdens de onderzoeksperiode, waarvan het er acht toeschrijft aan ISSP en drie aan JNIM. UNHCR Niger schrijft in juni 2024 dat in tegenstelling tot de situatie in andere regio's van Niger, de gewapende groepen verantwoordelijk voor ontvoeringen in Tillabéri geen losgeld vragen. Volgens informanten van UNHCR doden de ontvoerders zo goed als alle ontvoerde personen.

ACLED noteert daarnaast 55 gewapende treffens (battles/armed clashes) in de regio, waarvan het merendeel tussen de veiligheidsdiensten enerzijds en jihadistische groepen zoals ISSP en JNIM anderzijds. Hierbij vallen 299 doden, aldus ACLED. Enkele voorbeelden van dergelijke incidenten:

- Op 14 april 2025 raakt een gewapende groep, vermoedelijk JNIM, slaags met het Nigerese leger tussen Makaldoni en Banteri (Torodi). De regering beweert zes militanten te hebben gedood en velen te hebben verwond. Er raakt ook een soldaat gewond.

- Op 20 december 2024 raakt een gewapende groep, waarschijnlijk ISSP, slaags met het leger in Karey Goussou (Anzourou, Tillabéri) nadat ze het leger in een hinderlaag heeft gelokt tijdens een patrouille. Het leger beweert negentien leden van de gewapende groep te hebben gedood. Ook vier soldaten komen om.

Tot slot registreert ACLED ook 42 incidenten binnen de categorie explosions/remote violence, waarvan 36 incidenten met explosieven, landmijnen of IED's, drie lucht/drone-aanvallen en drie beschietingen/artillerie/raketaanvallen. Deze incidenten maken volgens de gegevens van ACLED in totaal 109 dodelijke slachtoffers (waarvan 83 bij drie lucht/drone-aanvallen door het leger op ISSP en JNIM).

UNCHR meldt in juni 2024 dat er sinds medio 2023 regelmatig IED-aanvallen plaatsvinden in Tillabéri, en met name rond Makalondi op de weg van Torodi naar Niamey. Enkele voorbeelden van explosions/remote violence:

- Op 19 april 2025 raakt een militair konvooi dat de prefect van Torodi escorteert een IED, vermoedelijk geplaatst door JNIM, tussen Torodi en Kobadje (Torodi).

- Rond 11 oktober 2024 wordt het Nigerese leger het doelwit van een op afstand geactiveerde IED, vermoedelijk geplaatst door ISSP, nabij Farrey (Tillabéri). De aanval vindt plaats op het moment dat soldaten personen verdacht van samenwerking met militanten willen arresteren. Vier soldaten raken gewond bij de explosie. » Source: Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS-CEDOCA), COI unit: Niger: Veiligheidssituatie, 11 juillet 2025, p.3-4, 26-29: https://www.ecoi.net/en/file/local/2127326/coi_focus_niger_veiligheidssituatie_20250711.pdf

CIVIC, décembre 2023:

« Depuis 2014, la région de Tillabéri située à l'ouest du Niger, frontalière avec le Mali, le Bénin et le Burkina Faso, fait face à une insécurité liée aux groupes d'opposition armés (GOA), à la criminalité et aux conflits communautaires. Jusqu'en 2020, les GOA ciblaient principalement les autorités locales et les forces de défense et de sécurité (FDS). Ils taxaient illégalement les civils et leur extorquaient des biens, mais il était rare qu'ils les agressent physiquement.

En 2021, cependant, la situation a changé et les GOA ont commencé à prendre les civils pour cible pendant les opérations armées. Selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), les décès dus à la violence de GOA contre les civils ont augmenté de 52 % entre 2020 et 2021. Malgré cette hausse des pertes civiles, les forces armées nigériennes maintiennent une faible présence à la frontière avec le Mali et ont vu leurs bases militaires faire l'objet d'attaques accrues de la part des GOA. Certaines communautés ont créé des groupes d'autodéfense, notamment le groupe d'autodéfense Banibangou, pour combler le vide sécuritaire et se protéger contre les attaques d'acteurs armés non-étatiques.

Bien que la violence contre les civils se poursuive, l'année 2022 a été marquée par une diminution. L'ACLED a enregistré 192 décès en 2022 résultant d'actes de violence contre des civils, contre 465 en 2021. De même, le nombre de civils tués au cours des deux premiers mois de 2023 a diminué par rapport à la même période en 2022. Cependant, le coup d'État militaire du 26 juillet 2023 au cours duquel Mohamed Bazoum a été destitué pourrait améliorer ou aggraver la situation des civils vivant dans les zones touchées par le conflit.

Les civils interviewés par CIVIC ont noté une amélioration de la sécurité en 2022, illustrée par la réouverture des marchés et le retour de certaines personnes déplacées internes (PDI) dans les villages et les fermes de la région.

Cette amélioration de la situation sécuritaire et un certain retour à la « vie normale » sont principalement dus à quatre facteurs.

Premièrement, les réponses récentes de l'État, notamment les patrouilles militaires dans presque tous les départements de la région de Tillabéri, le dialogue avec les insurgés qui a commencé en février 2022 et a conduit à la réintégration d'anciens combattants des GOA, et le Forum de Tillabéri sur la sécurité, la cohésion sociale et le développement durable qui s'est tenu en mars 2022. Deuxièmement, la résurgence de l'activisme de l'État islamique au Grand Sahel (EIGS) ciblant principalement les acteurs étatiques a diminué le nombre de civils touchés.

Troisièmement, la concurrence entre l'EIGS et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, ou JNIM) affilié à Al-Qaïda sur le territoire malien de Ménaka depuis mars 2022 a déplacé l'attention et le centre d'intérêt de Tillabéri vers le Mali voisin. Quatrièmement, la volonté des civils d'accepter l'imposition illégale des GOA a entraîné une diminution des représailles à leur encontre.

Malgré la réduction temporaire du nombre de victimes civiles, le changement radical de la violence contre les civils dans la région de Tillabéri depuis 2021 constitue un tournant négatif dans l'évolution du conflit. Jusqu'en 2020, la région de Tillabéri était la zone du Sahel central la moins ciblée par les attaques de masse contre les civils. Mais la création de groupes d'auto-défense en fin d'année 2020 en réponse à l'insurrection suggère qu'il faut prêter attention aux menaces à la sécurité des civils résultant du conflit.

Ce rapport repose sur 186 entretiens non directifs, directifs et semi-directifs et six groupes de discussion, menés entre juillet et septembre 2022 avec des civils (victimes, déplacés internes, réfugiés et communautés d'accueil), des membres du groupe d'autodéfense Banibangou, des membres des FDS, des représentants des autorités locales et des acteurs humanitaires dans cinq départements de la région de Tillabéri et à Niamey. Le rapport analyse les menaces à la protection des civils posées par tous les acteurs armés opérant dans la région de Tillabéri. Il évalue également les opportunités de protection des civils existantes, comment ces derniers les comprennent, quels défis entravent leur mise en œuvre, et les leçons apprises.

Selon des sources civiles, militaires et humanitaires, ainsi que des organisations de suivi des dommages causés aux civils, les GOA sont les principaux acteurs responsables des préjudices causés aux civils dans la région de Tillabéri. Le groupe d'autodéfense de Banibangou, bien qu'établi en tant que « mécanisme d'autodéfense communautaire », a également porté atteinte aux civils, bien que dans une moindre mesure (voir infographie 1).

L'insécurité a également entraîné le déplacement de certains civils vers les chefs-lieux des départements de Tillabéri et les zones urbaines nigériennes plus sûres. Selon le ministère de l'Action humanitaire et de la Gestion des catastrophes du Niger, 153 455 personnes déplacées étaient réparties dans 12 des 13 départements de la région à la date du 5 septembre 2022. L'insécurité et les déplacements ont bouleversé les moyens de subsistance des civils et compromis leur accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, les soins médicaux et les services publics. Si les personnes déplacées sont elles-mêmes confrontées à de nombreux défis, les civils qui restent dans les territoires contrôlés par les GOA et les communautés d'accueil qui reçoivent les PDI, peu mentionnées et vulnérables, sont également fortement impactées. Par exemple, certaines communautés d'accueil ont temporairement cédé leurs terres ou leurs champs de culture pour permettre aux personnes déplacées d'y construire des abris.

Les civils de Tillabéri sont pris en étau entre les GOA qui représentent traditionnellement la plus grande menace pour eux, les FDS et les acteurs armés locaux mobilisés pour les protéger. Alors que les GOA s'affrontent pour imposer leurs règles, ils se méfient de l'allégeance des civils, qui finissent par payer le prix fort ; perdant leurs biens, leurs moyens de subsistance et leurs vies. Les GOA ont commis des meurtres, des assassinats ciblés, des enlèvements, des actes d'extorsion, des vols et des pillages de biens civils. Ils ont également détruit des biens civils et des infrastructures publiques, illégalement perçu des taxes auprès des civils, utilisé des engins explosifs improvisés (EEI) et provoqué le déplacement forcé de civils.

Par ailleurs, la présence temporaire de FDS dans les villages et hameaux de Tillabéri et leurs interactions avec les civils exposent les villageois à des représailles de la part des GOA. Ces derniers ciblent les civils pour empêcher toute collaboration avec les

militaires, les privant ainsi de protection. De même, les GOA et les membres des groupes d'autodéfense de Banibangou s'en prennent aux civils afin d'obtenir des fonds pour financer leurs opérations et leur subsistance.

Les GOA ciblent principalement les représentants de l'État, tels que les autorités locales, ainsi que les chefs traditionnels et religieux qui ne les soutiennent pas. Au sein de communautés, ce sont les personnes adultes de sexe masculin qui courent le plus de risques d'être victimes d'actes de violence. Les enfants, les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les communautés d'accueil des personnes déplacées sont indirectement touchés par la violence des GOA. Ils subissent les conséquences humanitaires du conflit, telles que les déplacements, et les femmes se retrouvent parfois seules à la tête de leurs foyers et assujetties à des actes de violence basée sur le genre.

En réponse à l'insécurité, les FDS mènent des opérations militaires et appliquent les décisions prises par les autorités politiques en matière de sécurité. Cependant, dans le cadre de leurs opérations, elles causent parfois des dommages aux civils. Certaines décisions des autorités nationales ont également eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des communautés, entraînant des risques en matière de protection. Des mesures telles que l'état d'urgence, les mesures de restriction de la mobilité et l'interdiction d'utiliser certains types de motos peuvent avoir un fort impact sur la mobilité des communautés, entravant leur accès aux services, à leurs moyens de subsistance, et aux marchés, provoquant des préoccupations relatives à la protection des civils.

Au cours d'opérations militaires et de « recherche de membres présumés des GOA » à Tillabéri, les FDS ont involontairement détruit des biens civils. Les civils ont aussi déploré que les FDS aient arrêté des complices présumés sans informer les familles des résultats de l'arrestation et de l'enquête.

De même, le groupe d'autodéfense Banibangou a commis des assassinats ciblés, des extorsions de biens civils, notamment de bétail, ainsi que des vols et des dégâts sur des biens civils. Cela montre que même certains dispositifs de protection mis en place par les communautés peuvent comporter des risques, exacerber leur situation ou créer de nouvelles menaces. Par exemple, l'émergence du groupe d'autodéfense Banibangou, son expansion géographique à des villages voisins et la conduite d'actions néfastes à l'égard des civils et constituent désormais une menace pour eux.

Ce rapport présente des recommandations sur la manière dont les décideurs, les parties prenantes ainsi que leurs partenaires opérant dans la région de Tillabéri peuvent mieux protéger les civils contre les diverses menaces imbriquées auxquelles ils sont confrontés.

Le rapport est divisé en trois sections qui étayent ces recommandations. La première présente le contexte et l'historique de l'insécurité à Tillabéri et des attaques contre les civils, ainsi que l'évolution des victimes civiles. La deuxième section examine en détail les menaces qui pèsent sur la protection des civils. La dernière section évalue le point de vue des civils sur les possibilités de combler les lacunes des efforts de protection existants.

[...]

LES ACTEURS ARMÉS DANS LA RÉGION DE TILLABÉRI

Les forces de défense et de sécurité du Niger : Les FDS déployées dans la région de Tillabéri comprennent les Forces armées nigériennes, la Gendarmerie nationale, la Police nationale et la Garde nationale du Niger (GNN). L'armée, dont les effectifs étaient estimés entre 15 000 et 20 000¹¹ éléments en 2017, est responsable de la défense de l'intégrité du territoire national contre toute agression extérieure, et participe, aux côtés des autres forces, à la préservation de la paix et de la sécurité. La gendarmerie, qui comptait environ 8 600 membres en 2017, veille principalement à la sûreté publique, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois sur le territoire national.

La police nationale comptait entre 7 000 et 7 200 policiers¹³ en 2017 et a pour mission principale d'assurer le maintien de l'ordre public. Elle joue également le rôle de police administrative, judiciaire et scientifique. Enfin, la Garde nationale, composée de 9 000 agents en 2017, garantit la sécurité et la protection des bâtiments nationaux et autorités publiques. Elle participe également aux opérations militaires.

Avec l'émergence de l'insécurité et des conflits liés aux activités des GOA dans le pays, la police nationale et la gendarmerie sont de plus en plus déployées pour combattre aux côtés des forces armées nigériennes et de la GNN. Les FDS mènent également des actions civilo-militaires telles que la distribution de vivres et de médicaments, ainsi que des campagnes médicales pour les civils dans les zones touchées par le conflit, afin de renforcer la collaboration entre les forces armées nationales et la population.

La Force conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) : Créée en 2017 par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, la FC-G5S a pour mandat de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue ; de contribuer à la restauration de l'autorité de l'État et au retour des personnes déplacées et des réfugiés ; de faciliter les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux populations affectées, dans la mesure du possible ; et de contribuer à la mise en œuvre des stratégies de développement du G5 Sahel. La FC-G5S est composée de 5 000 militaires, gendarmes et policiers. Avant sa restructuration, la composante militaire était organisée en sept bataillons de 650 membres répartis en trois zones géographiques d'opération, appelées « fuseaux ».

Niamey accueillait le poste de commandement du secteur Centre de la FC-G5S avant le changement de structure consécutif au retrait du G5 du Mali. L'un des trois bataillons de ce fuseau est basé à Téra, dans la région de Tillabéri. Nombre d'opérations militaires ont été menées par la FC-G5S depuis son déploiement, dont sept opérations militaires dans les trois secteurs en 2022. En mai 2022, le Mali se retire du G5 Sahel et de l'ensemble de ses institutions. En conséquence, le quartier général de la Force conjointe a été temporairement déplacé de Bamako, au Mali, à N'Djamena, au Tchad.

Par la suite, les ministres de la Défense et des chefs d'état-major ont reconfiguré la force, éliminé les fuseaux, placé le Siège de coordination à Niamey, et augmenté les bataillons de 7 à 14.

À l'issue d'une réunion des ministres de la Défense et des chefs d'état-major des pays membres restants du G5 Sahel tenue en janvier 2023 à N'Djamena, ces derniers ont souligné la nécessité de prendre en compte la nouvelle dynamique sécuritaire, suite au retrait du Mali du G5 et à la sortie de l'opération Barkhane du pays, ainsi que la nécessité

de repenser le système de sécurité régional. La réunion des ministres a décidé de transférer le quartier général de coordination de la force conjointe du G5 Sahel à Niamey, au Niger.

D'autres décisions importantes ont été prises lors de la réunion des ministres, dont l'établissement d'une structure de coordination appelée État-major de coordination (EMC) de la Force conjointe. L'EMC aura pour mandat de coordonner et de suivre les opérations bilatérales et multilatérales des pays membres du G5 Sahel, de participer à la planification et à la conduite des opérations par les postes de commandement ad hoc, de servir d'interface entre le Secrétariat exécutif et la Force conjointe, et de constater et soumettre les besoins de l'État-major au Secrétariat exécutif pour la mobilisation des ressources et du soutien.

L'EMC veille également au respect du Cadre de conformité aux droits de l'homme et au droit international humanitaire et analyse les aspects de post-déploiement des opérations menées par les postes de commandement ad hoc de la Force conjointe du G5 Sahel. Il a également été décidé d'augmenter le nombre de bataillons de 7 à 14 et les fuseaux ont été désactivés en janvier 2023.

Interventions militaires étrangères : Outre la FC-G5S, les États-Unis et la France ont une présence militaire dans la région de Tillabéri au Niger, par le biais d'accords militaires bilatéraux. Les États-Unis fournissent un soutien au Niger dans le cadre de la Pan-Sahel Initiative (initiative Pan-Sahel), qui comprend l'approvisionnement d'équipements aux forces de sécurité, la formation périodique des forces nigériennes et le conseil et l'assistance aux opérations nigériennes. Le Mali, la Mauritanie et le Tchad bénéficient également de cette initiative. Au Niger, les États-Unis disposent de cinq implantations militaires, dont celle de Ouallam, dans la région de Tillabéri. La présence des forces américaines, et surtout leur participation aux opérations des forces nigériennes, a fait l'objet d'une attention particulière à la suite de l'attaque de Tongo Tongo en 2017, au cours de laquelle huit soldats ont perdu la vie, quatre Américains et quatre Nigériens.

La France, par le biais de l'opération Barkhane, maintient également des troupes dans la région de Tillabéri. L'opération Barkhane avait pour mission d'apporter un soutien aux forces armées du G5 Sahel dans leur lutte contre les GOA. Suite au retrait de l'opération Barkhane et de la task force Takuba du Mali, le Parlement nigérien a voté, en avril 2022, en faveur d'une présence française au Niger. Ce déploiement s'est ajouté à une présence déjà existante des forces spéciales françaises dans le pays. Créées en 2009, les forces spéciales de l'opération Sabre ont d'abord été déployées pour répondre à une série de prises d'otages et à un attentat contre l'ambassade de France en Mauritanie, puis au Niger et au Burkina Faso pour défendre les intérêts français et intervenir en cas de prise d'otages.

Groupe d'autodéfense Banibangou : Il s'agit d'un groupe de forces locales formé en 2020 par des communautés d'autodéfense contre les attaques des GOA. L'initiative faisait partie des recommandations d'une réunion du Comité Union Tillabéri pour la Paix, la Sécurité et la Cohésion sociale. Parmi les 18 recommandations, les participants ont émis un appel à la constitution de groupes d'autodéfense encadrés par des militaires à la retraite. La mise en œuvre de cette recommandation a commencé par la formation d'un groupe d'autodéfense dans le village de Tchomabangou.

Des interlocuteurs ont indiqué à CIVIC que ces groupes d'autodéfense sont présents dans le département de Banibangou et opèrent dans trois villages de la commune de Tondikiwindi dans le département de Ouallam : Mogdjougou, Kawra-tchéri et Takoumbate. Dans ces trois villages, certains membres du groupe détiennent une carte d'adhésion et portent un uniforme pour se distinguer lors des opérations. CIVIC n'a pas pu estimer le nombre exact des membres du groupe dans les départements de Banibangou et de Ouallam. Dans la commune de Tondikiwindi, le groupe d'autodéfense affilié à celui de Banibangou s'appelle « Batama Gonda koy ».

État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) : La Province du Sahel de l'État islamique était auparavant également connue sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Dans le présent rapport, le terme EIGS sera utilisé pour désigner la Province du Sahel de l'État islamique. Le 13 mai 2015, des membres du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), dirigé par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, ont quitté le groupe Al-Mourabitoun, prêté allégeance au groupe État islamique (EI) et créé l'État islamique dans le Grand Sahara. L'EIGS opère au Burkina Faso, au Mali, au Niger et, plus récemment, dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Au Niger, le groupe a perpétré des attaques dans le nord de Tillabéri, à la frontière avec le Mali, et dans le département de Téra. Dans ce dernier département, il a été chassé par le JNIM.

Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nasr al-Islam wal-Muslimin, JNIM) : Affilié à Al-Qaïda, le JNIM est une coalition créée en 2017 par la fusion de l'Émirat du Sahara d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), d'Ansar Dine (« défenseurs de la foi »), d'Al-Mourabitoun (« les sentinelles ») et de la Katiba Macina. Ansar Dine est un GOA formé en fin 2011 par Iyad Ag Ghali, ancien membre et chef de la rébellion de 1990 au Mali. Affiliée à Ansar Dine, la Katiba Macina est apparue en 2015 au Mali. Elle est dirigée par Amadou Koufa, un imam du centre du Mali. Son groupe est l'un des principaux GOA actifs au Mali. Le JNIM opère dans certaines régions du Sahel, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, et plus récemment dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Ce groupe agit dans le sud-ouest de la région de Tillabéri, dans les départements de Téra et de Torodi, à la frontière avec le Burkina Faso. [...]

La protection des civils a souffert de toutes sortes de menaces, d'attaques physiques, d'extorsions et d'enlèvements. Dans cette section, les dommages causés aux civils décrits par les participants à cette étude et confirmés par d'autres sources incluent les enlèvements et les séquestrations, l'utilisation d'engins explosifs improvisés, les allégations d'arrestations et/ou détentions arbitraires ou illégales et d'exécutions extrajudiciaires par les FDS. Les autres menaces à la protection des civils, comprennent le pillage et le vol de biens civils, l'imposition illégale de la zakat par les AOG, la destruction de biens civils, les conséquences des mesures étatiques et le déplacement (forcé) de populations à l'intérieur de leur pays. Malgré les souffrances infligées par différentes menaces, les civils sont restés résilients, par manque de choix.

Violence contre les civils

Assassinats et attaques ciblées

Les assassinats ciblés, parfois sous la forme d'attaques massives, et les agressions physiques sont des formes de violence qui coûtent la vie à des civils non armés ou qui, dans le meilleur des cas, leur laissent des blessures, des handicaps ou des traumatismes psychologiques. Ces attaques privent les civils de leur droit à la vie et, dans de nombreux cas, constituent également des violations du droit international humanitaire.

De janvier à décembre 2022, le Niger Cluster Protection a recensé 80 incidents de protection dans la région de Tillabéri, classés comme des meurtres ciblés, des assassinats, des attaques et des agressions physiques. Cela représente environ 22 % des incidents relatifs à la protection documentés au cours de l'année 2022 dans cette région. Un homme interviewé dans le département de Ouallam a expliqué à CIVIC qu'il avait « été témoin d'attaques de bandits armés en 2021 dans les localités de Kobi, Dangazaouni, Tchémoubangou, Zaroumdarey et Gnarbou-Koira. À Tchémoubangou, ils ont tué 70 civils ».

Selon des survivants d'attaques de GOA interviewés par CIVIC, les membres de ces groupes arrivent à moto, à dos de chameau, dans des véhicules et parfois à pied pour tuer des civils. Les GOA prennent pour cible les représentants locaux de l'État, les autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que les personnes qui sont accusées de collaborer avec les FDS ou qui les dénoncent. Par exemple, des marabouts, des imams et des chefs de village ont été exécutés devant leurs communautés. Les civils ou les villageois qui s'opposent ou résistent aux règles dictées par les groupes sont également ciblés et victimes d'agressions physiques.

Un chef de canton rencontré à Ouallam a expliqué à CIVIC que « les éléments du groupe armé exigent la zakat (argent que vous êtes censé payer en fonction de la taille de votre troupeau) à une date donnée ou vous demandent de quitter le village, et toute personne qui n'obéit pas sait qu'elle sera tuée ou agressée ».

Ces assassinats ciblés sont parfois suivis d'actes d'extorsion des biens des victimes et de destruction de propriétés civiles. La même personne interviewée à Ouallam a ajouté que : « À Zaroumdarey, 30 civils ont été tués pendant la nuit et leur grenier a été incendié. À Kobi, les GOA ont tué cinq personnes et emporté 87 vaches. » Ces attaques massives dans la région de Tillabéri ont été les plus meurtrières. Plus de 100 civils ont été tués à Zaroumdarey et Tchémoubangou le 2 janvier 2021, et 64 personnes ont été tuées à Darey Dey le 2 mars 2021.

En commettant des assassinats ciblés ou en infligeant des punitions collectives, les groupes cherchent surtout à réprimer toute forme de collaboration avec les FDS, particulièrement le fait de fournir des informations ou d'alerter les FDS de la présence des GOA. Un acte aussi simple que le passage des FDS dans un village a également exposé les civils à des actions de représailles de la part des GOA, ce qui suggère que les FDS doivent procéder à une analyse approfondie des risques pour les civils liés aux patrouilles ou à l'engagement visible avec les civils dans ces zones.

Un soldat qui a effectué plusieurs patrouilles dans le nord de Tillabéri a déclaré à CIVIC qu'« il n'y a aucune dénonciation pendant les patrouilles parce que lorsque nous quittons, ils [les gens] seraient tués ».

Les civils sont également victimes d'autres acteurs non étatiques. Des civils, des autorités locales, des membres des FDS et plusieurs organisations humanitaires interviewées dans le cadre de cette étude ont tous déclaré que le groupe d'autodéfense de Banibangou a commis des agressions physiques à l'encontre de civils non armés. En particulier lorsque le groupe patrouille pour « rechercher des membres de la communauté peule » accusés d'avoir collaboré avec les GOA, ils ont assassiné, blessé et provoqué le déplacement forcé de civils.

Selon un enseignant interviewé à Ouallam : « Les populations de certains villages se protègent en organisant les jeunes pour créer des groupes d'autodéfense. Le problème est que les groupes d'autodéfense d'autres villages causent également des dommages aux civils. Ils essaient de subvenir à leurs besoins grâce aux activités du groupe d'autodéfense. Ils s'emparent des biens des habitants d'autres villages en utilisant les armes dont ils disposent. Ils cherchent les Peuls pour les tuer. »

Cette prise pour cible de certains civils par le groupe d'autodéfense de Banibangou est également enracinée dans des conflits locaux de longue date entre la communauté des éleveurs peuls et la communauté des agriculteurs zarmas, qui constituent la majorité du groupe. Les membres du groupe d'autodéfense profiteraient de leur statut et des moyens à leur disposition pour régler des comptes ou commettre des actes de représailles.

Enlèvements avec ou sans demande de rançon

Les enlèvements de civils avec ou sans demande de rançon sont monnaie courante dans les régions du Niger touchées par le conflit. En 2021, la Commission nationale des droits humains (CNDH) du Niger a enregistré 311 cas d'enlèvement. La région de Tillabéri a enregistré 21 cas d'enlèvement en 2022. Selon les données collectées, les GOA sont les principaux coupables, suivis par les bandits armés. Les bandits armés profitent de l'insécurité pour procéder à des enlèvements contre rançon, tandis que les raisons des GOA sont plus variées.

Dans certains cas, les personnes enlevées sont libérées ou parviennent à fuir, mais dans le pire des cas, elles sont exécutées, parfois devant leurs villages. Certains survivants d'enlèvements et leurs proches rencontrés par CIVIC ne savaient pas toujours pourquoi ils avaient été enlevés. D'autres ne souhaitaient pas en parler. Cependant, certains indicateurs permettent d'en connaître la raison. Les enlèvements visent généralement des personnes fortunées, des fonctionnaires, des autorités locales, d'anciens membres de groupes d'autodéfense et des chefs communautaires. Un ancien membre d'un groupe d'autodéfense à Tillabéri a déclaré : « Ils m'ont kidnappé pendant quatre jours parce que j'étais un ancien membre d'un groupe d'autodéfense. Leur chef ne voulait pas que je sois tué. Ils m'ont battu très violemment. Finalement, j'ai pu m'échapper et me rendre à l'hôpital pour y être soigné. »

Les GOA ont également enlevé des civils qui s'opposaient à leurs règles, à leurs pratiques, ou à l'imposition de leur gouvernance, et ceux qui apportaient leur soutien aux FDS. Les enlèvements par les GOA relèvent également d'une stratégie visant à terroriser les civils et à insuffler la peur dans les communautés, aboutissant à des déplacements. C'est ce qu'a vécu un homme de Torodi interviewé par CIVIC. « Un jour, ils m'ont kidnappé. Puis ils ont rassemblé tout le village. Ils ont ramené un jeune homme qu'ils

avaient gardé pendant des jours. Ils l'ont abattu devant tout le village. Ils ont finalement demandé le départ de tous les habitants. »

Engins explosifs improvisés (EEI)

Le recours aux engins explosifs improvisés (EEI) par les GOA et les restes explosifs de guerre constituent une menace pour les civils dans la région de Tillabéri. Il s'agit d'une menace liée à la protection relativement nouvelle qui est apparue avec le conflit actuel, car les GOA ciblent les FDS en posant des EEI. Le Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS) a recensé 26 explosions d'EEI entre le 1er janvier et le 31 août 2022, qui ont fait 45 victimes, dont neuf civils. Selon l'UNMAS, les pertes civiles dues aux EEI ont diminué entre 2021 et 2022. Les données ventilées par sexe ne sont pas disponibles pour évaluer le profil exact des victimes civiles. Entre 2021 et 2022, les principales routes et localités où des EEI ont été posés sont Torodi-Makalondi, BosseyBangou, Gotheye-Téra, et Tillabéri-Ayorou.

L'utilisation d'engins explosifs improvisés est nouvelle dans la région de Tillabéri et les civils n'ont pas les connaissances nécessaires pour les identifier et les éviter. UNMAS travaille avec des organisations locales pour organiser des sessions de sensibilisation afin de réduire les pertes civiles dues aux EEI et aux restes explosifs de guerre. La présence d'EEI sur les routes limite également les déplacements des conducteurs et des populations, ainsi que la livraison de marchandises aux marchés hebdomadaires⁸⁸. Ces situations ont contribué au ralentissement des activités économiques, à la réduction des moyens de subsistance des ménages, à la famine, à l'isolement de certaines zones et, dans la plupart des cas, à des déplacements vers des zones plus sûres. [...]

*Malgré les efforts d'atténuation des dommages causés aux civils mis en place par les FDS, des cas de violations du DIH et de pertes civiles sont encore signalés par la population civile. **En 2020, la CNDH a enquêté sur un rapport concernant des civils disparus à Ayorou. La mission a révélé qu'au moins 71 civils non armés de la commune d'Inates, dans le département d'Ayorou, ont été sommairement exécutés entre le 27 avril et le 2 mai 2020 par les FDS du Niger. Un homme de Torodi qui a perdu deux frères et a vu son fils arrêté a décrit à CIVIC ce qui s'est passé. « Les FDS ont tué deux de mes frères et ont emmené mon fils adolescent en prison. Ils ont brûlé plusieurs maisons et greniers. Par chance, j'étais dans les champs quand l'armée a fait irruption dans le village. » [...]***

Le vol de biens civils constitue l'un des préjudices les plus importants depuis le début du conflit de Tillabéri. La majorité des victimes rencontrées par CIVIC affirment s'être fait voler leurs biens. Les victimes accusent tous les groupes armés non étatiques : les GOA, les bandits armés opportunistes et certains membres du groupe d'autodéfense Banibangou. [...]

L'imposition illégale, aussi appelée zakat ou dîme, est un acte d'extorsion qui s'est généralisé au Sahel avec l'émergence du conflit lié aux activités des GOA. La zakat est une taxe illégale que les éleveurs sont obligés de payer aux GOA pour obtenir une protection. Une femme du département de Ouallam a constaté que « l'insécurité a commencé à Tondikiwindi par la collecte de la zakat ». Comme cela a été évoqué précédemment, ces actes ont des conséquences graves pour la protection des civils, car le bétail est essentiel à la subsistance des éleveurs de la région. [...]

La destruction des biens civils et des infrastructures publiques constitue un autre type de menace en matière de protection, documentée au cours des recherches. Selon plusieurs sources, les GOA ont notamment brûlé des greniers, des maisons, des bâtiments d'entreposage, notamment de nourriture, des centres de santé, des salles de classe, des centres de formation, des mairies et des stations téléphoniques. Les FDS sont accusées d'avoir endommagé des greniers et des champs. Dans l'ensemble, cependant, les civils ont estimé que les GOA ont intentionnellement ciblé les biens civils plus souvent que les FDS. [...]

Les GOA détruisent les biens civils pour diverses raisons. En détruisant des écoles, ils entendent exprimer leur opposition radicale à l'enseignement occidental. Les craintes suscitées par ces attaques, en particulier le fait que des salles de classe et des enseignants aient été pris pour cible, ont également entraîné la fermeture d'autres écoles. Au 31 décembre 2022, le Niger Education Cluster a enregistré 809 écoles primaires et secondaires fermées dans la région de Tillabéri. Les départements de Téra et de Torodi ont été les plus touchés par ces fermetures en fin 2022, affichant respectivement 26 % et 19 % d'écoles primaires et secondaires fermées. La fermeture des écoles pour cause d'insécurité signifie que les enfants ne bénéficient plus d'une éducation, ne jouissent plus de leurs droits et ne réalisent plus leur plein potentiel. Les GOA prennent parfois pour cible les infrastructures de l'État dans le but d'ébranler le gouvernement, mais ce faisant, affectent les civils. Par exemple, ils peuvent viser des stations téléphoniques et des bâtiments du gouvernement local, deux services dont dépendent les civils.

Conséquences des mesures étatiques

Certaines des mesures prises par l'État pour endiguer l'insécurité ont également aggravé les menaces existantes en matière de protection. En mars 2017, les autorités nationales ont décrété l'état d'urgence dans cinq départements de la région de Tillabéri. Celui-ci a été renouvelé depuis lors, principalement dans les départements situés aux frontières avec le Burkina Faso et le Mali et les plus touchés par l'insécurité. Cette mesure a été suivie par des décisions de restriction de la mobilité, entraînant l'interdiction de circuler avec des véhicules à deux roues et la fermeture de certains marchés hebdomadaires. Les autorités ont justifié ces décisions par la nécessité de mieux contrôler le territoire, de faciliter la conduite des opérations militaires et de protéger les civils.

Une évaluation des besoins humanitaires réalisée en 2020 par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies a révélé plusieurs conséquences de ces mesures, notamment un ralentissement de l'activité économique et la perte des moyens de subsistance et des revenus de nombreux Nigériens. L'insécurité, associée aux effets néfastes des mesures de l'état d'urgence, a rendu l'accès aux hôpitaux difficile pour la population et les personnes dans le besoin.

Des civils ont expliqué à CIVIC qu'ils sont victimes des actions des GOA et des FDS, ainsi que des mesures prises par les autorités. Ils estiment que les autorités devraient proposer des alternatives lorsqu'elles adoptent de telles mesures. CIVIC a rencontré un responsable militaire qui a reconnu que des alternatives devraient être proposées. Sinon, « les mesures d'état d'urgence sont perçues comme un pas en arrière pour nous [FDS] qui avons œuvré pour gagner la confiance et la collaboration de la population [sur

le terrain]. » L'interlocuteur a ajouté que ces mesures avaient parfois été prises sans consulter les acteurs sur le terrain qui luttent dans le conflit.

Dans ce contexte, ces décisions ont parfois entravé les efforts visant à renforcer la collaboration entre les FDS et la population, essentiels pour apporter des réponses efficaces à l'insécurité.

Déplacement interne (forcé) des populations

Si les civils fuient parfois leur région d'origine en raison d'attaques ou dans le cadre d'une stratégie préventive en anticipation de violences, il arrive aussi que les GOA obligent les populations à évacuer les villages, au risque d'être tués. Cela s'est produit dans la région de Tillabéri. Au cours des mois de novembre et décembre 2022, par exemple, 9 449 personnes (à travers 1 711 ménages) ont été déplacées de force dans la commune de Téra. Ces personnes venaient de plus d'une dizaine de villages des communes de Bankilaré et de Kokorou.

Cette forme de violence est exclusivement le fait des GOA, qui forcent les civils à se déplacer par le biais d'incursions, d'assassinats ciblés, d'attaques massives ou en leur donnant un ultimatum pour qu'ils quittent les zones concernées.

[...]

Lorsque les GOA contraignent les civils à se déplacer, ceux-ci fuient à pied, en charrette, à dos d'âne ou, dans le meilleur des cas, à bord d'un véhicule. Certains civils ont déclaré à CIVIC qu'il leur fallait parfois des jours pour atteindre des endroits plus sûrs et que certaines personnes mouraient en cours de route en raison des difficultés rencontrées pendant le voyage. Le représentant d'un chef du village, également déplacé, témoigne : « Les hommes armés ont mis le feu aux maisons, ce qui a provoqué le déplacement de la population. Certains sont partis à pied, d'autres à bord de charrettes ou de véhicules. Le voyage a duré deux jours pour certains. Deux enfants ont même perdu la vie en chemin. »

Qui plus est, lorsque les gens quittent leur domicile, ils se voient privés d'un grand nombre de ressources et de réseaux qui les aident à assurer leur subsistance, leur survie et leur bien-être émotionnel.

Les expériences civiles indiquent que l'objectif stratégique des GOA est de forcer les populations qui ne sont pas favorables à leur cause et qui pourraient collaborer avec les FDS à quitter leurs maisons. Leur stratégie consiste également à mieux contrôler les zones où le risque de résistance de la part des membres de la communauté qui ont du pouvoir et de l'autorité et qui peuvent se battre est le plus faible. Parfois, les GOA ciblent ou lancent des ultimatums à des individus tels que des personnes riches ou des leaders d'opinion qui peuvent mener une opposition à leur présence et à leur action. [...]

Limites et effets indésirables des réponses militaires et politiques à l'insécurité sur les civils

Des civils interviewés dans la région de Tillabéri ont déclaré que les autorités nationales entreprennent des efforts pour faire face à la détérioration de la situation sécuritaire. Ils ont surtout noté le sacrifice consenti par les FDS pour protéger les civils. Par exemple, un civil du département d'Abala a reconnu que « les FDS protègent les civils jusqu'au

sacrifice ultime, en mourant sur le champ de bataille. » Cependant, les personnes interviewées ont également identifié des réponses politiques et militaires qui ont eu un impact négatif sur les civils. Ces réponses comprennent le recrutement et la constitution de forces militaires, la création de bases et de positions militaires, la surveillance de l'état d'urgence et l'engagement civilo-militaire.

Recrutement et constitution de forces militaires

Parmi les nombreuses actions menées par l'armée pour améliorer la sécurité, les interlocuteurs ont nommé les opérations militaires qui ont eu lieu depuis au moins 2015 et 2016 dans la partie nord de la région de Tillabéri et dans les départements de Téra et de Torodi. En 2022, des interlocuteurs ont affirmé que les FDS sont actuellement présentes dans les 13 départements de ces régions et qu'elles y effectuent des patrouilles.

Cependant, ces efforts, considérés comme bénéfiques par la population, n'ont pas permis de remédier à l'insécurité. Des civils ont déclaré à CIVIC que l'armée ne patrouillait pas régulièrement dans les zones reculées et les villages où l'insécurité s'était aggravée et où des GOA étaient présents.

Quant au gouvernement, il prévoit d'augmenter le nombre de militaires de 33 000 à 50 000 d'ici 2025 et à 100 000 d'ici 2030. La stratégie consiste à recruter des jeunes dans les zones touchées par les conflits, à les former et à les déployer dans leur localité d'origine. Cela permettra de combler les lacunes en matière de ressources humaines sur le terrain. Un interlocuteur a déclaré à CIVIC que : « Le Niger compte environ 35 000 agents de police et de gendarmerie, ce qui est très faible [pour] la taille du pays. Cela ne permettra pas d'assurer une bonne couverture du vaste territoire. »

Selon les autorités, le recrutement de ces jeunes permettra également de renforcer la confiance entre les FDS et la population civile, puisque les nouvelles recrues comprendront la langue locale, ainsi que les us et coutumes de la région. Cependant, une telle stratégie pourrait également exposer la famille des membres des FDS nouvellement recrutés qui vivent dans les zones touchées par le conflit à des risques de représailles.

En plus de ce recrutement, la police met en place des unités de combat qui contribueront à la lutte contre le terrorisme et à la sécurisation des populations civiles. La police augmentera également le nombre d'escadrons polyvalents, de groupes d'action rapide de surveillance et d'intervention et de compagnies mobiles de contrôle des frontières dans la région de Tillabéri. Selon les autorités, ces unités contribueront au contrôle des zones reculées et répondront de manière plus rapide et plus efficace aux alertes données par les populations afin de les protéger. Cette augmentation du recrutement devrait s'accompagner d'un effort équivalent pour comprendre et former les militaires aux questions de protection.

Bases et positions militaires

Les opérations militaires dans le nord de la région de Tillabéri et dans les départements de Téra et de Torodi ont été accompagnées par la présence des FDS dans certaines localités par le biais de bases et de positions militaires. Cependant, les civils affirment que l'absence des FDS dans des zones touchées par le conflit signifie que les populations sont exposées aux règles et aux abus des GOA. De plus, lorsque les FDS effectuent

des patrouilles et laissent la population sans protection, les civils qui ont collaboré pourraient subir des représailles de la part des GOA.

Un enseignant de Téra a déclaré à CIVIC : « Nous avons besoin d'une présence militaire permanente pour nous protéger des djihadistes. La présence [des FDS] les dissuade et ralentit leurs actions. » Plusieurs membres des FDS dans les zones touchées par le conflit ont également confirmé qu'il était nécessaire de recruter davantage de militaires et de créer des camps militaires là où c'est nécessaire afin d'améliorer la protection des civils. Un des membres des FDS a déclaré : « Pour améliorer la protection des civils, il faut établir des camps militaires dans les zones à risque, recruter des soldats et maintenir une présence permanente dans les zones touchées par le conflit. »

Des civils ont fait part de certaines zones à risque où, selon eux, des camps militaires devraient être créés. Il s'agit notamment des frontières avec le Burkina Faso et de zones telles que Boupou, Bangarey, Gabane et Diagorou dans le département de Téra. Takoumbate dans le département de Ouallam, où coexistent des conflits communautaires, la milice Banibangou et les GOA, a également été citée. Parmi les autorités locales rencontrées par CIVIC, certaines ont souligné la nécessité d'installer des camps militaires dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Mali afin d'empêcher l'incursion des GOA sur le territoire nigérien.

L'état d'urgence

Tel que décrit précédemment, les restrictions de circulation et autres mesures mises en place par les autorités nigériennes dans le cadre de l'état d'urgence déclaré ont créé plus de menaces à la protection qu'elles n'en ont résolu. Des représentants d'ONG interrogés ont suggéré que des troupes supplémentaires devraient également contribuer à faciliter les mouvements critiques de civils, notamment vers les hôpitaux. Le soutien des FDS aux mouvements critiques de civils pourrait contribuer à atténuer l'impact négatif de ces mesures. Les autorités devraient également procéder à des évaluations régulières de la mise en œuvre de l'état d'urgence, comme celle réalisée par le Centre national d'Études stratégiques et de Sécurité pour les autorités nationales, afin de mieux l'adapter à l'évolution du contexte sécuritaire instable.

Engagement civilo-militaire

La présence de bases et de camps, lorsqu'elle est utile, et l'augmentation du nombre de FDS au Niger ne permettront probablement pas de répondre aux préoccupations en matière de protection des civils, à moins que la nature de l'engagement entre les militaires et les communautés ne change également. Lorsque CIVIC a demandé à la population civile et aux FDS quelle était la nature de leur relation et s'il y avait un dialogue fréquent entre eux, les réponses étaient partagées.

La plupart d'entre eux estiment que cette relation n'est pas facile et qu'elle est caractérisée par une méfiance de part et d'autre. Les civils rapportent que leurs relations avec les FDS sont tendues en raison des arrestations arbitraires, des abus commis par certains membres des FDS et de la perception d'une armée plus soucieuse du respect des règles par les civils que de la compréhension du contexte sécuritaire ou des préoccupations de la population.

Les civils de la communauté peule affichaient des opinions parmi les plus basses à l'égard des FDS. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'ils se sentent davantage visés par les FDS et d'autres membres de la communauté qui les accusent d'être des complices des GOA, comme c'est le cas à Abala ou à Banibangou, par exemple. Les civils du département de Ouallam avaient des opinions plus positives dans l'ensemble, et ont expliqué à CIVIC que la relation avec les FDS s'était améliorée en raison de leur bon comportement et des mesures qu'ils avaient prises pour protéger les civils. Cependant, même les parties prenantes de Ouallam estiment qu'il y a encore du travail à faire pour renforcer les relations entre les civils et les FDS.

Pour améliorer cette relation et ce dialogue fragiles, les civils et les FDS suggèrent de bâtir et de maintenir une confiance mutuelle. Ils suggèrent également aux militaires de se présenter de manière systématique lorsqu'ils mènent des opérations, de mieux impliquer la population et d'instaurer des dialogues sur la protection des civils et sur les incidents préjudiciables impliquant les FDS. Toutefois, les FDS doivent tenir compte du danger de représailles de la part des GOA et doivent mettre en œuvre les dialogues et engagements que si les communautés estiment que les avantages compensent les risques, en se fondant sur les dynamiques locales du conflit.

Tout dialogue civilo-militaire devrait viser à protéger. La plupart des réponses civiles sur le dialogue indiquent que les FDS l'ont entamé dans l'optique de collecter des informations, plutôt que de discuter de la manière dont les opérations de l'armée pourraient protéger les civils et prévenir tout dommage causé par les GOA. Le dialogue devrait également avoir lieu dans les zones où l'engagement civilo-militaire est moindre, comme dans le département de Torodi. Les efforts de sensibilisation visant à expliquer la mission des forces déployées, les comportements que les civils devraient adopter, la légitimité des mesures de couvre-feu et autres restrictions mises en place, et la nécessité d'informer les FDS, devraient être intensifiés.

Outre la nécessité de multiplier et d'améliorer le dialogue, la volonté des civils d'informer les FDS est compromise par l'absence de réponse rapide en cas d'alerte. Ce constat a été fait par plusieurs civils et même par les autorités locales. Donner l'alerte dans ces zones où règne l'insécurité est un acte qui comporte d'énormes risques pour les civils. Parfois, les canaux de transmission de l'information ne sont pas toujours sûrs et exposent le civil qui donne l'alerte. Les civils et les chefs traditionnels ont trouvé des moyens de transmettre indirectement l'information. Par exemple, des civils ont indiqué à CIVIC qu'ils préféreraient informer le chef du village ou les chefs locaux de la zone, qui informaient ensuite les FDS. Cependant, l'absence de réponse ou l'intervention tardive sapent la motivation de la population à partager les alertes avec les FDS et en font des cibles des GOA. [...]

Efforts de protection et d'assistance aux populations en détresse

La réponse humanitaire dans la région s'articule principalement autour d'une assistance aux populations touchées par l'insécurité, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux réfugiés. Des personnes déplacées dans la région de Tillabéri ont indiqué à CIVIC qu'elles avaient bénéficié de kits alimentaires, d'une aide financière, d'abris, de bâches et de nattes de la part d'ONG. Des points d'eau ont également été aménagés. Certains civils ayant subi des traumatismes ont reçu un soutien psychosocial. Cependant, ces

ressources restent insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de la population déplacée.

Selon les autorités nationales, les personnes déplacées et les ONG, des efforts supplémentaires doivent être engagés pour mieux gérer les personnes déplacées. Ces actions devraient inclure la sensibilisation par les autorités nationales des représentants locaux, des services techniques ministériels et locaux, et des partenaires pour assurer le respect effectif de la loi n° 2018-74, relative à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées internes. Les autorités nationales doivent également allouer des ressources pour la mise en œuvre de cette loi au niveau local. Une telle démarche permettrait d'améliorer la protection que les autorités locales offrent aux personnes déplacées.

Les acteurs humanitaires et certains membres des FDS ont indiqué à CIVIC que la région compte de nombreux sites de personnes déplacées internes. Le fait que ces sites soient éparpillés entrave leur assistance et leur sécurité. Pour répondre à ces défis opérationnels et sécuritaires, ils suggèrent que les autorités locales explorent l'option de regrouper ces sites. Le regroupement (ou non) des personnes déplacées présente des avantages et des inconvénients qu'il convient d'identifier avant de prendre des décisions. Ces décisions devraient viser à donner aux personnes déplacées la possibilité de choisir où et comment elles veulent vivre.

Outre les efforts systématiques pour fournir un abri aux personnes déplacées et pour organiser et protéger leurs sites lorsque c'est l'option préférée des personnes déplacées, il est important d'améliorer l'approche de l'aide humanitaire. Le ministère nigérien de l'Action humanitaire et de la Gestion des catastrophes préconise une démarche basée sur le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix. L'objectif consiste à trouver une solution durable au retour des personnes déplacées en garantissant la sécurité et les infrastructures. Des personnes déplacées ont déclaré à CIVIC qu'elles souhaitaient que « la sécurité soit assurée dans leur lieu d'origine par la présence permanente de forces de sécurité pour leur permettre d'y retourner. » » Source: Center for civilians in Conflict (CIVIC), Les civils confrontés à l'insécurité dans la région de Tillabéri au Niger, décembre 2023, p. 1-4, 13-15, 18-31, 33: https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2024/01/CIVIC_Tillaberi_Report-FR_Web.pdf

GPC, 17 décembre 2025:

« La région de Tillabéry se trouve à un tournant critique. Depuis début 2025, plus de 650 incidents de protection et 1 300 victimes civiles ont été documentés, tandis que les départements de Téra, Torodi, Say, Gothèye et Bankilaré connaissent une pression massive avec plus de 330 000 personnes déplacées de force.

Les groupes armés non étatiques imposent des règles coercitives — hijab obligatoire, enrôlement des jeunes, enlèvements de femmes — et les EEI et braquages sur les axes Torodi–Makalondi, Ouro Gueladjo et Tamou paralysent la mobilité. Cette insécurité généralisée entraîne la fermeture des écoles, coupe les communautés de l'accès aux marchés, réduit l'accès aux soins et compromet la survie économique des ménages.

Entre janvier et novembre 2025 – source 21 - la région de Tillaéry a enregistré une hausse de certains types d'incidents par rapport à 2024. Les augmentations les plus marquées concernent : (a) assassinats : +59 cas (164 en 2025 contre 105 en 2024) - (b) enlèvements

: +21 cas (71 contre 50) - (c) EEI (Engins Explosifs Improvisés) : +8 cas (24 contre 16)-
(e) agressions physiques : +6 cas (83 contre 77).

Les services essentiels sont au bord de l'effondrement. Les femmes, les enfants et les personnes vulnérables sont les premières victimes. Une action urgente est indispensable pour protéger les civils, rétablir un accès sécurisé et soutenir les capacités communautaires dépassées par l'ampleur de la crise.

Comparativement à la même période (source P21) , en 2024 on observe une hausse marquée des incidents de protection dans plusieurs départements : Torodi passe de 96 à 105 incidents et Téra de 75 à 98. Bankilaré, lui, connaît une baisse (de 52 à 42), tandis que Gotheye reste stable. Cependant, ces chiffres ne reflètent pas toujours pleinement la réalité, car la collecte des données est souvent limitée par les difficultés d'accès, les contraintes sécuritaires, la réduction du personnel de monitoring et le fort niveau de déplacements, notamment à Téra et dans les zones frontalières comme Say. Ces facteurs affectent la précision et l'exhaustivité des informations disponibles.

Gaps Identifiés

- Absence de réponse multisectorielle prépositionnée et capacités insuffisantes des services sociaux de base, ce qui limite fortement la capacité à répondre efficacement aux besoins de protection dans les zones les plus affectées.
- **Accès humanitaire sévèrement restreint, combinant une présence limitée des acteurs dans les zones d'accès difficile et des contraintes sécuritaires fortes (obligation d'escorte, restrictions de mouvement), ce qui entrave la capacité d'intervenir rapidement et d'atteindre les populations les plus exposées.**
- **Impact critique sur les enfants et les femmes : Dans les départements de Téra, Torodi, Say et Gotheye, l'accès à l'éducation est fortement perturbé et les déplacements répétés exposent enfants, femmes et filles à des violences, des menaces armées et des événements traumatisants. Cette situation accroît la détresse psychosociale, les risques de séparation familiale, d'exploitation et de recrutement forcé.**
Famille de PDI à Téra - @Photo Groupe de Travail Protection- Tillabéri
- **Conditions de vie extrêmement précaires, marquées par l'absence d'abris adéquats, le sommeil à ciel ouvert et un accès très limité à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement et aux services essentiels. Cette situation accroît fortement les risques de violences, d'intempéries, de maladies hydriques et d'infections, aggravant la vulnérabilité des groupes les plus exposés. [...]**

Message Clé pour les Décideurs

La crise qui s'intensifie dans la région de Tillabéry constitue une menace immédiate pour la protection des civils et la stabilité humanitaire. Les niveaux d'insécurité, les déplacements continus, la fermeture des écoles, la restriction d'accès aux marchés et l'effondrement des services essentiels dépassent déjà les capacités locales. Sans une mobilisation rapide, coordonnée et proportionnée à l'ampleur de la crise, les risques de mortalité, de violences, d'exploitation et de nouveaux déplacements massifs augmenteront de manière critique.

La poursuite de cette dynamique laisse craindre un débordement géographique de la crise vers d'autres zones, compromettant davantage l'accès humanitaire et la stabilité régionale. À cela s'ajoutent des risques majeurs de flambées épidémiques, liés à la promiscuité, au manque d'eau potable, à la pression sur les structures de santé et à la perturbation des campagnes de prévention.

Conclusion Stratégique

La région de Tillabéry se trouve aujourd'hui au cœur d'une crise aux implications régionales, où l'escalade sécuritaire, l'intensification des déplacements et l'effondrement progressif des services essentiels dépassent largement les capacités de réponse locales et nationales. Les dynamiques de violence et de mobilité affectent simultanément le Niger, le Mali et le Burkina Faso, soulignant l'urgence d'une approche intégrée à l'échelle des États de l'AES face à des menaces qui ne connaissent pas de frontières. Sans une action immédiate, coordonnée et ambitieuse — combinant engagement politique de haut niveau, mesures sécuritaires adaptées et appui opérationnel massif — le risque d'un effondrement durable des mécanismes communautaires de protection et d'une extension régionale de la crise se renforcera, compromettant la stabilité humanitaire et sociale dans l'ensemble du corridor transfrontalier.

Appel stratégique aux décideurs

Il est essentiel de :

- *Réaffirmer un engagement régional fort pour la protection des civils, en harmonisant les efforts entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso afin de répondre à des dynamiques de menace interconnectées ;*
- *Mobiliser des ressources d'urgence et de moyen terme pour soutenir une réponse multisectorielle cohérente, capable d'absorber la pression croissante sur les populations et d'anticiper les évolutions du contexte ;*
- *Renforcer durablement les services sociaux locaux et les mécanismes communautaires de protection, véritables piliers de résilience, afin de stabiliser les zones à risque et de limiter les impacts humanitaires à l'échelle régionale. » Source: Global Protection Cluster (GPC), Situation de Protection dans la Région de Tillabéry (Téra, Say, Gotheye, Torodi et Bankilaré), 17 décembre 2025: https://globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2025-12/protection_cluster_note_de_plaidoyer_tillaberi_dec.25_002.pdf*

HRW, 9 janvier 2026:

« Decree Grants Authorities Sweeping Powers Amid Deepening Repression

Niger's military junta adopted a sweeping "general mobilization" decree on December 26. The new law grants authorities far-reaching powers to confront security threats, but at the expense of human rights.

The decree establishes a broad legal framework allowing the government to summon citizens, seize goods, compel the reporting of alleged “hostile activities,” and restrict communications deemed harmful to “national mobilization efforts.” Authorities say the measure is intended to “preserve the integrity of the national territory and state sovereignty” and protect people and institutions from internal and external threats.

The decree risks becoming an instrument of repression in a country where civic space has steadily narrowed since the July 2023 military coup. Because the provisions are broad, they could be used to suppress peaceful dissent and restrict the rights to freedom of movement and expression. One clause, for example, obligates citizens to report the presence of any “foreign national from a hostile country.” Such vague terminology invites abuse and could be weaponized to target critics of the junta.

These concerns arise amid the military junta’s crackdown on the political opposition, independent media, civil society, and trade unions. The authorities continue to arbitrarily detain former President Mohamed Bazoum and his wife, held since the coup, as well as the prominent human rights defender Moussa Tiangari, among others.

Niger faces worsening insecurity, particularly in the western Tillabéry region, where Islamist armed groups linked to the Islamic State and Al-Qaeda have carried out repeated attacks on civilians as well as security forces.

Under the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Niger is a party, governments may impose restrictions on certain rights during a state of emergency, but they must be tailored to the “exigencies of the situation.” The United Nations Human Rights Committee has stressed that limits on free expression must be narrowly defined and not undermine the right itself.

Under the African Charter on Human and Peoples’ Rights, no restriction on charter rights is allowed during a time of emergency.

Niger’s junta should not use threats to the country’s security to plunge the country into an ever-deeper human rights morass, but recognize that upholding fundamental freedoms is key to restoring security. Legal safeguards and independent oversight mechanisms should be urgently adopted to prevent abuse of the mobilization decree. » Source Human Rights Watch (HRW), Niger’s new emergency law threatens rights, 9 janvier 2026: <https://www.ecoi.net/en/document/2135095.html>

HRW, 10 septembre 2025:

« Le groupe armé islamiste État islamique au Sahel (EIS) a intensifié ses attaques contre des civils au Niger depuis mars 2025, a déclaré Human Rights Watch aujourd’hui. Ces attaques ont violé le droit international humanitaire, et sont susceptibles de constituer des crimes de guerre.

Lors d’au moins cinq attaques commises dans la région de Tillabéri, dans l’ouest du Niger et documentées par Human Rights Watch, l’EIS a exécuté sommairement plus de 127 villageois et fidèles musulmans, et a incendié et pillé des dizaines de maisons. Des témoins ont déclaré que l’armée nigérienne n’avait pas réagi de manière adéquate aux

alertes d'attaques, ignorant les demandes de protection des villageois. Les stratégies de protection des habitants de la région devraient être révisées de toute urgence, afin de prévenir de nouvelles attaques et d'instaurer des systèmes d'alerte plus réactifs.

« Des groupes armés islamistes ciblent la population civile dans l'ouest du Niger et commettent des abus atroces », a déclaré Ilaria Allegrozzi, chercheuse senior sur le Sahel à Human Rights Watch. « Les autorités nigériennes devraient faire davantage pour protéger les personnes qui vivent dans la région de Tillabéri. »

La région de Tillabéri est frontalière du Burkina Faso et du Mali, deux pays où les forces gouvernementales combattent des groupes armés islamistes depuis plus de dix ans. Depuis une décennie, cette région est un foyer des activités de l'EIS au Niger, ainsi que des opérations de contre-insurrection du gouvernement. Depuis 2019, les groupes armés islamistes alliés à l'État islamique ou à Al-Qaïda ont intensifié leurs attaques contre des cibles militaires et des civils dans la zone dite « des trois frontières ». Ces groupes ont également détruit des écoles et des sites religieux et imposé des restrictions strictes basées sur leur interprétation de l'islam.

De mai à juillet 2025, Human Rights Watch a mené des entretiens à distance avec 28 personnes, dont 19 témoins et 9 activistes locaux, journalistes et médecins. Human Rights Watch a écrit au ministre de la Justice du Niger le 19 août, pour lui faire part des conclusions de ses recherches et pour solliciter des informations sur les mesures prises par le gouvernement pour renforcer la protection des civils. Le ministre de la Justice n'a pas répondu à ce courrier à ce jour.

Aucun groupe armé n'a revendiqué la responsabilité des cinq attaques documentées par Human Rights Watch. Cependant, des témoins ont indiqué que, selon eux, les assaillants étaient des membres de l'EIS, d'après les villages pris pour cible et leurs vêtements, notamment des turbans à bandes rouges similaires à ceux portés par les membres du groupe armé lors d'attaques précédentes. Les habitants ont également expliqué qu'avant chaque attaque, des combattants de l'EIS avaient menacé leurs communautés, les accusant de collaborer avec l'armée nigérienne ou d'ignorer les demandes des combattants.

Le 21 juin, des combattants de l'EIS ont ouvert le feu sur des fidèles dans une mosquée du village de Manda, tuant plus de 70 personnes et blessant au moins 20 autres civils. « La scène était effrayante », a décrit une femme de 77 ans qui a perdu trois fils dans l'attaque. « Il y avait des cadavres partout, les uns sur les autres. Il y avait des corps à l'intérieur et à l'extérieur de la mosquée. Les blessés hurlaient et perdaient du sang. »

Le 13 mai, des combattants de l'EIS ont attaqué le hameau de Dani Fari où ils ont tué cinq hommes et deux garçons, et ont incendié au moins une douzaine de maisons. Un éleveur a raconté : « Les corps étaient éparpillés ... criblés de balles. Il n'y avait pas un seul corps ayant reçu moins de trois balles. Les balles avaient atteint les personnes dans le dos, les bras, la tête ... Nous avons trouvé les corps des deux enfants allongés sur le dos. »

La junte militaire nigérienne est au pouvoir depuis le 26 juillet 2023, lorsque des officiers de l'armée de l'autoproclamé Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP),

commandé par le général de brigade Abdourahmane Tiani, ont renversé et détenu le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum.

Ces officiers ont invoqué la dégradation de la situation sécuritaire comme l'une des raisons du renversement de Mohamed Bazoum, et se sont engagés à rétablir la sécurité dans les zones ciblées par les groupes armés islamistes. L'organisation non gouvernementale Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) a rapporté que, depuis le coup d'État, l'EIS a tué environ 1 600 civils.

Les forces de sécurité de la junte ont mené de vastes opérations de contre-insurrection, y compris des frappes aériennes, contre les groupes armés islamistes dans des zones touchées par le conflit. Le 3 août, la junte a lancé une initiative appelée « Garkuwar Kassa », soit les « Boucliers de la Patrie » en langue haoussa, visant à recruter et à former des civils pour aider les forces armées. Mais cela a soulevé des inquiétudes parmi les groupes de défense des droits humains quant à la création de milices violentes.

Human Rights Watch a précédemment publié des rapports sur les abus perpétrés par les groupes armés islamistes au Niger, notamment le meurtre de centaines de civils en 2021. Human Rights Watch a également documenté des violations commises par les forces de sécurité nigériennes en 2021, y compris des meurtres et des disparitions forcées lors d'opérations de contre-insurrection, ainsi que la répression de l'opposition politique, des médias et de la dissidence pacifique par la junte.

Toutes les parties au conflit armé au Niger ont l'obligation de respecter l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et au droit de la guerre coutumier. Le droit international humanitaire interdit d'attaquer des civils, de maltraiter toute personne détenue, et de brûler et piller des biens civils. Les individus qui ordonnent, commettent ou aident à commettre des violations graves du droit de la guerre avec une intention criminelle peuvent faire l'objet de poursuites pour crimes de guerre. Le gouvernement du Niger a l'obligation d'enquêter sur les crimes de guerre présumés commis sur son territoire et d'en poursuivre les responsables de manière appropriée.

« Les civils menacés par les groupes armés islamistes appellent la junte nigérienne à leur fournir une plus grande protection », a conclu Ilaria Allegrozzi. « Le gouvernement devrait prendre des mesures d'urgence pour empêcher de nouvelles atrocités, enquêter sur les graves violations commises par l'EIS et d'autres groupes armés, et traduire en justice les responsables dans le respect des normes internationales en matière de procès équitable. » » Source: Human Rights Watch (HRW), Niger : Un groupe armé islamiste a exécuté des civils et incendié des maisons, 10 septembre 2025: <https://www.hrw.org/fr/news/2025/09/10/niger-un-groupe-arme-islamiste-a-execute-des-civils-et-incendie-des-maisons>

Les Nouvelles d'Afrique, 21 décembre 2025:

« L'école est devenue une cible mouvante dans l'ouest du Niger. Le Syndicat des contractuels et fonctionnaires de l'Éducation (Synaceb) a confirmé l'enlèvement, jeudi 18 décembre, de Kodjeri Maiga, secrétaire général syndical à Makalondi.

Un mode opératoire brutal

L'incident s'est produit alors qu'un groupe d'enseignants était réuni chez un collègue, à proximité de la frontière burkinabè. Trois assaillants ont fait irruption, prenant en chasse Kodjeri Maiga avant de disparaître avec lui.

Cet enlèvement n'est pas un cas isolé, mais le dernier acte d'une série noire avec l'assassinat de deux directeurs d'école à Filingué. Les enseignants dénoncent un ciblage systématique par les groupes armés terroristes. Dans cette région meurtrie depuis dix ans, l'insécurité et les déplacements forcés de population ont déjà entraîné la fermeture de nombreux établissements.

Appel à la protection

Face à cette escalade, le Synaceb interpelle les autorités nigériennes. Le syndicat exige des mesures de protection immédiates pour les personnels éducatifs et les élèves, alors que le droit à l'éducation s'efface derrière la menace sécuritaire. » Source: Les Nouvelles d'Afrique, Terrorisme au Niger : Un enseignant kidnappé à Tillabéri, l'école ciblée par les groupes armés !, 21 décembre 2025: <https://lesnouvellesdafrique.info/2025/12/21/terrorisme-au-niger-un-enseignant-kidnappe-a-tillaberi-lecole-ciblee-par-les-groupes-armes/>

OCHA, 8 décembre 2025:

« Niger continues to face a complex humanitarian crisis marked by persistent insecurity, recurrent climate shocks and socio-economic challenges exacerbated by humanitarian access restrictions. These factors heavily impact people's livelihoods and access to basic services and require urgent interventions to protect the most vulnerable.

As of 30 September 2025, Niger registered 938,000 displaced persons (internally displaced persons, refugees and returnees), or an increase of 5.7% compared to 2024. The regions of Tillabéri, Diffa and Tahoua are most affected. Dosso, a region bordering Tillabéri in the North and Nigeria in the South, has seen a deterioration in its security situation since 2024.

The Protection Cluster reported 1,175 protection incidents with 2,423 victims in the period of January to June 2025, mostly in the regions of Tillabéri, Diffa, Maradi and Tahoua. An intensification in civilian attacks in 2025 remains a major humanitarian concern, impacting internally displaced persons and refugees as well as the host community.

According to the Ministry of National Education, 1,097 schools are non-functional due to security constraints, affecting 93,676 students, 48% of whom are girls⁴. The region of Tillabéri alone counts for 1,032 non-functional schools, affecting 89,514 students. Moreover, this year's floodings damaged 1,929 classrooms (collapsed, cracked, damaged roofs), further disrupting schooling. The concentration of school closures in high-severity areas reinforces the need to maintain focused humanitarian support despite tighter people in need criteria. [...] » Source: OCHA, Global Humanitarian Overview 2026, 8 décembre 2025: <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2026/article/niger-4>

OCHA, 3 juin 2025:

« May 2025 has been the deadliest month for civilians in Niger's southwest Tillabéri region, with 113 civilian deaths recorded as of 26 May—more than triple the number in April. The region saw 65 security incidents, including 15 improvised explosive device attacks and six vehicle hijackings. The commune of Kokorou, in Téra department, is the worst affected, accounting for over 70 deaths. Violence has displaced at least 1,155 people (401 households) from Kokorou, Bankilaré and Téra communes. More are fleeing from Karta village in Kokorou. The rainy season is compounding their hardship, as displaced farmers are unable to plant crops. A joint assessment by the Rapid Response Mechanism and partners revealed rising malnutrition risks, especially among children. Many families report eating fewer than two meals a day, and food assistance remains insufficient to meet growing needs. » Source: OCHA, West and Central Africa: Latest events at a glance (27 May - 2 June 2025), 3 juin 2025: <https://www.unocha.org/attachments/0c6d5b30-5c59-4f78-b1ce-14cf4460e4da/WCA%20-%20At%20a%20Glance%20-%2027%20May%20-%202%20June%202025%20-%20ENG.pdf>

OCHA, avril 2025:

« Depuis 2016, la région de Tillabéri fait face à des incursions des GANE en provenance des pays voisins. Ces incursions ont provoqué plusieurs déplacements de population. Elles obligent de milliers de familles à fuir les zones les plus exposées aux activités des GANE pour les chefs-lieux des départements qu'elles pressentent comme étant plus sûrs.

Selon les chiffres officiels, les chefs-lieux qui accueillent les plus grands nombres de Personnes Déplacées Internes (PDI) sont Téra (37 000), Torodi (28 000), Ayerou (25 000), Makalondi (19 000) et Abala (18 000).

Perçues par les PDI comme étant plus sûres, ces localités d'accueil restent cependant difficilement accessibles aux organisations humanitaires. En effet, compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut, les autorités régionales considèrent l'ensemble de la région de Tillabéri comme zone d'opérations militaires à l'intérieur de laquelle et/ou vers laquelle les organisations humanitaires ne peuvent effectuer des mouvements qu'avec l'accord formel des autorités administratives et sous escortes armées.

Du fait de ces restrictions, les mouvements des organisations humanitaires dans les localités d'accueil des PDI et des demandeurs d'asile sont moins fréquents et sont effectués avec des équipes réduites. L'assistance humanitaire fournie à ces populations vulnérables est de ce fait irrégulière et fragmentée.

L'utilisation d'EEI par les GANE s'ajoute aux menaces sécuritaires qui imposent des restrictions aux mouvements des acteurs humanitaires dans certaines zones. Au premier trimestre 2025, 42 EEI ont été identifiés sur l'axe Torodi-Makalondi et dans les secteurs de Tamou et Ouro Guéladjo (selon l'UNDSS). A noter que depuis le départ de l'UNMAS du Niger en 2022, aucune organisation humanitaire ne se concentre sur le déminage humanitaire dans le pays.

La réponse humanitaire dans la région de Tillabéri est sous pression.

Les contraintes: administratives, sécuritaires et logistiques imposent des restrictions aux mouvements des acteurs humanitaires alors que les besoins humanitaires augmentent. Les autorités régionales et les partenaires humanitaires cherchent des solutions qui permettraient l'acheminement de l'assistance humanitaire de manière efficiente et dans le strict respect des principes humanitaires. » Source: OCHA, Tillabéri - Mouvements de populations et contraintes d'accès humanitaire, avril 2025: https://reliefweb.int/attachments/64e7b137-ffc0-4be8-b11b-10248d2de689/NER_Mvts_Pop_et_contraintes_d%E2%80%99acc%C3%A8s_Tillab%C3%A9ri_Avril_2025.pdf

RFI, 21 décembre 2025 :

« Au Niger, un enseignant a été enlevé jeudi 18 décembre dans la commune de Makalondi, dans la région de Tillabéri, à l'ouest du pays. L'information a été confirmée par le Synaceb, le syndicat des contractuels et des fonctionnaires de l'Éducation. Cet enlèvement intervient dans un contexte sécuritaire particulier pour le corps enseignant : au début du mois deux directeurs avaient été assassinés. Depuis près de dix ans, la région de Tillabéri est confrontée à une insécurité née des attaques terroristes. Des écoles ont été sommées de fermer à la suite des déplacements forcés des populations.

Au Niger, le 5 décembre, le même syndicat avait dénoncé l'assassinat de deux directeurs d'école à Filingué, également dans la région de Tillabéri, appelant alors « les autorités à garantir la sécurité des enseignants et des élèves dans les zones exposées à l'insécurité ».

Jeudi 18 décembre, c'est le secrétaire général de la section communale du Synaceb à Makalondi qui a été enlevé. Kodjeri Maiga était revenu deux jours plus tôt de Niamey, où il avait participé à une réunion syndicale.

Ce jour-là, lui et une dizaine d'autres enseignants se retrouvent chez l'un de leurs collègues dans cette commune proche de la frontière avec le Burkina Faso. Selon les informations recueillies, trois hommes font alors irruption. Les enseignants prennent la fuite. Les assaillants poursuivent Kodjeri Maiga, le rattrapent et disparaissent avec lui.

Les raisons de son enlèvement restent, à ce stade, inconnues. Mais dans cette zone soumise à de fortes pressions terroristes, les enseignants disent se « sentir particulièrement ciblés ».

30 % des établissements scolaires affectés par l'insécurité

Il y a moins de deux ans, en janvier 2024, deux enseignants avaient déjà été enlevés à Makalondi. Détenus pendant plusieurs semaines, l'un d'eux avait finalement été exécuté.

Selon une source du secteur de l'éducation, l'objectif des terroristes serait de « contraindre à la fermeture des écoles ». De fait, « toutes les écoles de la commune de Makalondi – au moins une vingtaine d'établissements – sont actuellement fermées », précise-t-elle.

Début octobre, la ministre nigérienne de l'Éducation indiquait que la région de Tillabéri comptait environ 1 000 écoles affectées par l'insécurité sur un total de 3 200, soit près de 30 % des établissements scolaires. » Source: Radio France International (RFI), 21

décembre 2025: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251221-niger-dans-la-r%C3%A9gion-de-tillab%C3%A9ri-les-enseignants-cibl%C3%A9s-par-les-attaques-terroristes>

RFI, 23 juin 2025:

« L'attaque sur Manda, au Niger, s'est produite dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin dans ce village du département de Téra, région de Tillabéri, dans le sud-ouest du pays. De sources locales, le bilan s'élève désormais à 71 morts et une vingtaine de blessés, tous civils. Une attaque dont le mode opératoire rappelle celle de Fambita, en mars dernier.

Les fidèles étaient réunis devant la mosquée de Manda pour écouter des prêches, samedi soir, quand des hommes armés ont fait irruption dans le village, à la tombée de la nuit. De sources locales, les victimes se comptent par dizaines. Les blessés, plus d'une vingtaine, sont actuellement soignés dans plusieurs centres de santé de la zone. L'un d'eux a été évacué vers Niamey pour être pris en charge.

Le village de Manda est situé dans le département de Téra, dans la zone des trois frontières, où le groupe État islamique au Sahel est actif. Ce village est rattaché à la commune de Gorouol. Un appel du conseil communal de la jeunesse de cette localité circule, demandant des contributions de toute nature pour venir en aide aux rescapés et aux blessés de l'attaque.

C'est la deuxième fois cette année qu'un rassemblement de fidèles est visé dans cette région du Niger. Le mode opératoire de l'attaque de Manda rappelle celle de Fambita. Courant mars, la mosquée de cette localité du Tillabéri avait été encerclée par des hommes armés, au moment de la grande prière ; 44 civils avaient été tués, selon le bilan officiel. Trois jours de deuil national avaient alors été décrétés. » Source: Radio France International (RFI), Niger: au moins 71 morts lors d'une attaque menée dans la commune de Manda, 23 juin 2025: <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250623-niger-au-moins-71-morts-lors-d-une-attaque-men%C3%A9e-dans-la-commune-de-manda>

UNICEF, 5 février 2024:

« In 2023, UNICEF's humanitarian response took place in a difficult context marked by the consequences of insecurity and climatic hazards and, from the second half of the year, by the political challenges following the coup d'état. Sanctions imposed by the Economic Community of West African States (ECOWAS) led to a sharp increase in the price of food and basic commodities, thus increasing the vulnerability of the population. [...]

As of December 2023, 941 schools remained closed, directly affecting 74,395 students (35,989 girls) and 1,771 teachers. Of particular concern is Tillabéri region, where 94% of the closed schools are located, highlighting the urgency of addressing the education crisis in the region. Non-state armed groups (NSAGs) remain active and continue to cause population displacement, particularly in Diffa, Tillabéri, and Tahoua regions, which account for around 90% of the total displaced population in Niger (734,000 people as of 30 November 2023). » Source: UNICEF, Niger, Humanitarian Situation Report No. 4 -

Reporting Period 1 January to 31 December 2023, 5 février 2024: <https://www.unicef.org/media/151691/file/Niger-Humanitarian-SitRep-31-December-2023.pdf>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.